



► Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Sixième édition Estimations actualisées et analyses

23 septembre 2020

Principaux enseignements

Dernières évolutions sur le marché du travail

Fermeture des lieux de travail

- La part globale des travailleurs habitant dans des pays où la fermeture des lieux de travail persiste sous une forme ou sous une autre demeure élevée puisqu'elle atteint 94 pour cent. **La part des personnes employées dans des pays dans lesquels il existe des fermetures obligatoires à l'exception des lieux de travail considérés comme essentiels soit pour l'économie tout entière ou seulement dans certains endroits reste significative, malgré des variations importantes selon les régions.** Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, 70 pour cent environ des travailleurs continuent de vivre dans des Etats où l'on observe des mesures de confinement très strictes (que ce soit au niveau national ou dans des endroits géographiquement bien définis), alors que dans les pays à faible revenu les mesures rigoureuses prises auparavant ont été considérablement allégées malgré l'augmentation des cas de COVID-19.

Pertes en heures de travail: encore plus élevées que lors de l'estimation précédente

- **La fermeture de lieux de travail continue d'entraîner des perturbations sur le marché de l'emploi dans le monde, conduisant à des pertes en heures travaillées qui sont plus importantes que celles estimées par le passé.** L'estimation des pertes totales en heures travaillées au deuxième trimestre 2020 (en comparaison avec le quatrième trimestre 2019) est désormais de 17,3 pour cent, correspondant à 495 millions d'emplois équivalents temps plein (ETP), soit une augmentation de 14,0 pour cent par rapport à l'estimation publiée dans la cinquième édition de *l'Observatoire de l'OIT* (400 millions d'emplois ETP).

Les pays à revenu intermédiaire inférieur sont les plus touchés et enregistrent une baisse estimée en heures travaillées de 23,3 pour cent (240 millions d'emplois ETP) au deuxième trimestre de cette année.

- **Les pertes en heures de travail devraient rester élevées au troisième trimestre 2020, à 12,1 pour cent, soit 345 millions d'emplois ETP.** Par ailleurs, les prévisions pour le quatrième trimestre de cette année sont plus pessimistes qu'estimées précédemment. Dans le scénario de référence, **les pertes en heures travaillées devraient atteindre 8,6 pour cent, ce qui correspond à 245 millions d'emplois ETP.**
- Les derniers chiffres confirment que les pertes en heures de travail se traduisent par un accroissement du chômage et de l'inactivité, cette dernière augmentant de manière plus importante que le chômage. **Cette hausse de l'inactivité constitue une caractéristique essentielle de la crise actuelle de l'emploi qui nécessite une attention soutenue en termes de politique.** En général, le déclin des chiffres en matière d'emploi est plus marqué chez les femmes que chez les hommes.

La perte en revenus du travail

- **Les pertes en heures travaillées entraînent également une chute imposante des revenus du travail.** Ainsi, les estimations de pertes en revenus du travail (avant les mesures de soutien aux revenus) mettent en évidence une baisse globale de 10,7 pour cent durant les trois premiers trimestres de 2020 (en comparaison avec la même période en 2019), ce qui représente 3500 milliards de dollars des Etats-Unis ou 5,5 pour cent du PIB global durant les trois premiers trimestres de 2019. Les pertes en revenus du travail sont les plus larges dans les pays à revenu intermédiaire, atteignant 15,1 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et 11,4 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire supérieur.

Conséquences politiques et disparités

L'efficacité de la relance budgétaire pour alléger les perturbations sur le marché du travail

- De nombreux pays ont répondu à la crise par une série de plans de relance à grande échelle, notamment par un soutien aux revenus et aux entreprises. Les estimations indiquent qu'en moyenne une hausse des mesures de relance budgétaire de 1 pour cent du PIB annuel aurait réduit les pertes en heures travaillées de 0,8 point de pourcentage au deuxième trimestre 2020. Cela signifie que, en l'absence de mesures de relance budgétaire, les pertes globales en heures travaillées seraient allées jusqu'à 28 pour cent en moyenne.

Un «fossé» à combler en matière de relance budgétaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

- Il existe des disparités dans la répartition des mesures de relance budgétaire¹ au niveau mondial notamment lorsqu'on les compare à l'importance des perturbations actuelles sur le marché du travail. **Les besoins estimés en matière de relance budgétaire tournent autour de 982 milliards de dollars des Etats-Unis dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (soit respectivement 45 milliards et 937 milliards de dollars des Etats-Unis).** Cela représente les fonds nécessaires pour atteindre un niveau similaire de relance budgétaire relatif aux pertes en heures travaillées enregistrées dans les pays à revenu élevé. Il est important de souligner que, dans les pays à faible revenu, les besoins en relance budgétaire représentent moins de 1 pour cent du montant total des mesures de relance budgétaire annoncées dans les économies à revenu élevé.

Perspectives d'avenir

- Alors que le marché du travail va continuer de devoir faire face à de graves perturbations à grande échelle au troisième trimestre 2020 et probablement également au quatrième trimestre, **les réponses politiques devront être durables et faire preuve de souplesse en s'attaquant à ces cinq défis principaux:**
 - Trouver **le bon équilibre et le bon enchaînement dans les mesures politiques prises au niveau sanitaire, économique et social**, ce qui demeure un élément crucial compte tenu de l'augmentation des cas d'infection dans de nombreux pays.
 - S'assurer que **les mesures politiques se maintiennent au niveau nécessaire tout en les rendant plus efficaces et performantes.**
 - Comblar **les besoins qui existent en matière de relance budgétaire dans les pays émergents et dans les pays en développement, nécessitant une solidarité internationale accrue** tout en améliorant l'efficacité de la relance.
 - Concevoir des mesures de soutien pour **les plus vulnérables et les personnes les plus touchées**, notamment les femmes, les jeunes et celles et ceux qui travaillent dans le secteur informel. Etant donné l'importance colossale des pertes en revenus du travail, prendre des mesures de soutien aux revenus pour les personnes les plus touchées doit constituer une priorité politique.
 - Se servir du **dialogue social comme d'un mécanisme efficace pour apporter des réponses politiques à la crise.**

¹ Les mesures de relance budgétaire font référence ici aux mesures classiques qui comprennent les prestations de chômage, les subventions salariales et d'autres formes de transfert, des baisses d'impôts et des reports de paiement d'échéances (voir l'encadré 1.1 du [Moniteur des finances publiques du FMI](#) d'avril 2020). Elles ont pour objectif de compenser directement les pertes entraînées par la paralysie enregistrée sur le marché du travail et se reflètent immédiatement sur les comptes budgétaires des gouvernements, sur la dette et sur les besoins en hausse en matière d'emprunts.

► Première partie. Dernières évolutions sur le marché du travail: poursuite des fermetures de lieux de travail, de la perte d'heures travaillées et baisse des revenus du travail

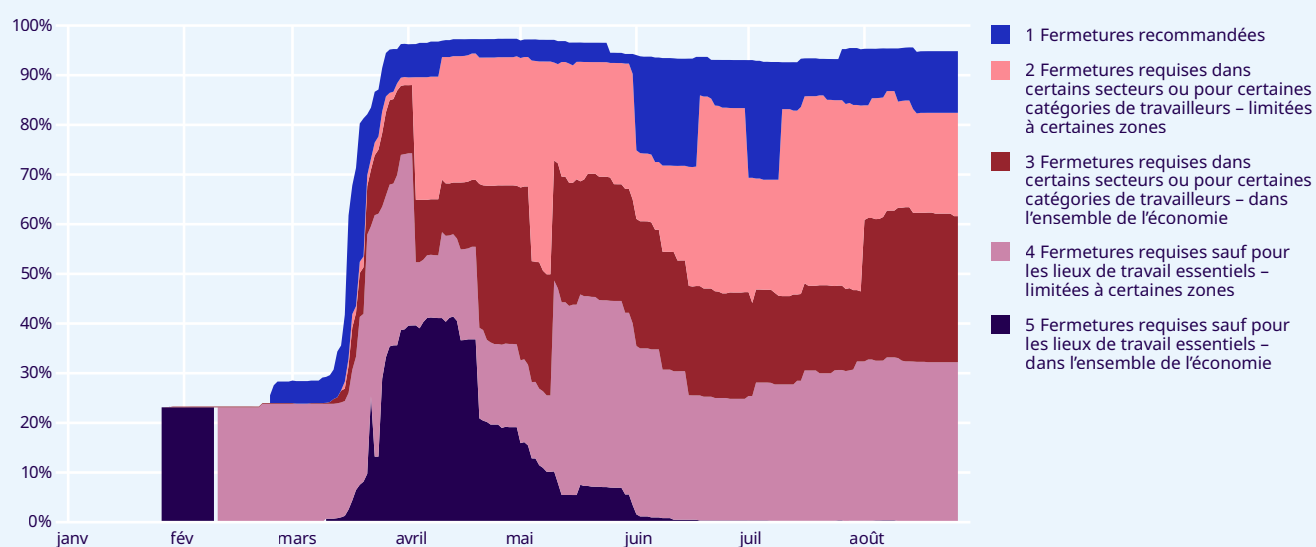
Les mesures sévères de fermeture des lieux de travail ont été adoucies dans de nombreux pays mais leurs conséquences continuent de se faire sentir

En tout, 94 pour cent des travailleurs dans le monde vivent dans des pays où il existe des mesures de fermeture des lieux de travail sous une forme ou sous une autre. Ce pourcentage a connu son niveau le plus élevé le 25 avril, lorsqu'il a atteint 97 pour cent avant de baisser lentement jusqu'à la mi-juillet, moment où il a commencé de nouveau à monter légèrement.

La mesure la plus sévère parmi celles pouvant être prises, en l'occurrence la fermeture de tous les lieux de travail à l'exception de ceux

des travailleurs considérés comme essentiels continue de concerner une partie significative de la main-d'œuvre mondiale. Au 26 août, près d'un tiers des travailleurs dans le monde (32 pour cent) se trouvaient dans des pays appliquant cette mesure. Plus récemment, on a assisté à une évolution de ces mesures extrêmement fortes qui ne concernent plus que les régions les plus touchées par le virus plutôt que l'ensemble du territoire économique. Dans le même temps, 50 pour cent des travailleurs dans le monde vivaient dans des pays où il existe une obligation de fermeture des lieux de travail dans certains secteurs ou pour certaines catégories de travailleurs. Encore une fois, ces mesures se concentrent de plus en plus sur des régions bien précises au sein d'un pays. Enfin, 12 pour cent des travailleurs vivaient dans des pays où la fermeture des lieux de travail était simplement recommandée (figure 1).

► **Figure 1. Part des travailleurs dans le monde vivant dans des pays avec fermeture des lieux de travail, du 1^{er} janvier au 26 août (en pourcentage)**



Note: La part des personnes employées dans les pays dans lesquels il existe des fermetures de lieux de travail dans certains secteurs ou pour certaines catégories de travailleurs ainsi que celle des catégories de travailleurs et de pays pour lesquels la fermeture des lieux de travail est recommandée sont ajoutées à celles des personnes employées dans les pays où il existe des fermetures obligatoires à l'exception des lieux de travail considérés comme essentiels.

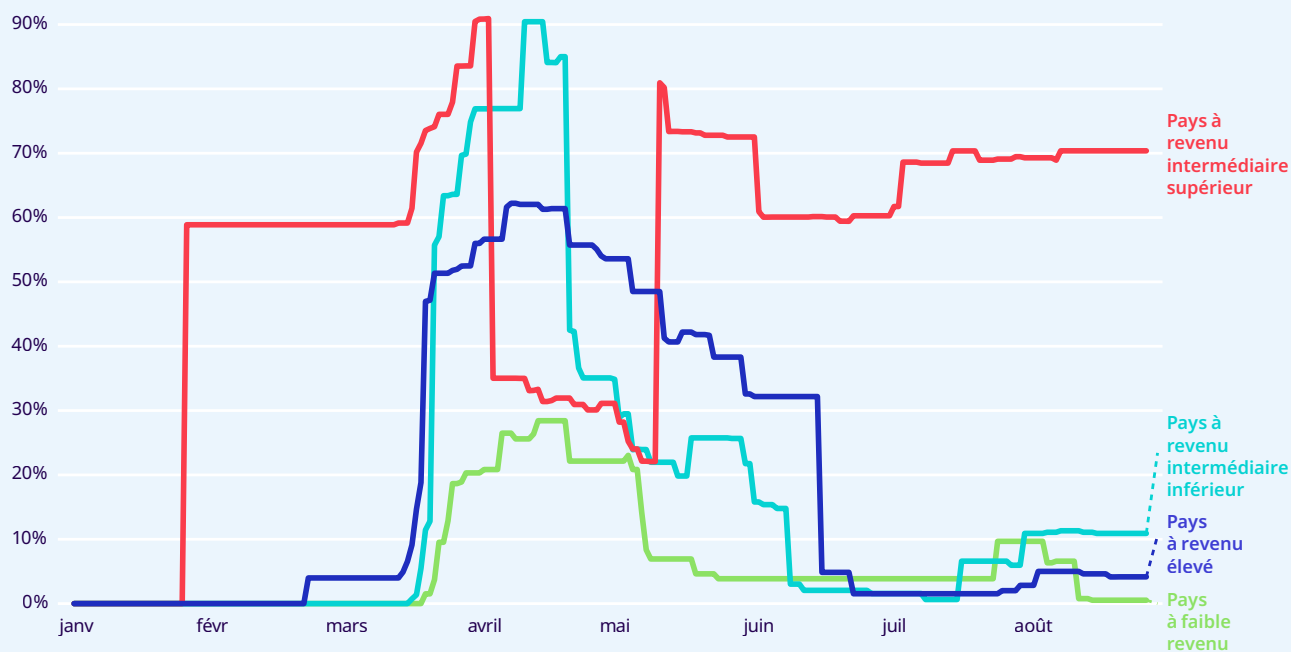
Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2019; Indice de rigueur des mesures de confinement d'Oxford.

La répartition entre les différents types de mesures adoptées a fortement évolué. Depuis début avril, de nombreux pays ont adouci petit à petit les mesures qu'ils avaient prises en réservant l'obligation de fermeture à des secteurs bien précis et à une main-d'œuvre bien définie, sans toutefois lever totalement les restrictions mises en place antérieurement.

L'existence de mesures très strictes de confinement (comme la fermeture obligatoire des lieux de travail à l'exception de ceux considérés comme essentiels) varie beaucoup selon les régions (figure 2). Toutefois, signe d'une reprise de la pandémie dans de nombreux pays, cette tendance à une réduction de ce type de mesures, qui était observée après le mois d'avril, a été stoppée fin juin.

Elle a commencé à repartir légèrement à la hausse, notamment dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Malgré l'augmentation du nombre de cas, ce phénomène ne touche pas les pays à faible revenu en raison essentiellement de la pression qui s'exerce pour reprendre le travail parce que de nombreuses personnes vivant dans la pauvreté n'ont que leur emploi pour assurer leur subsistance, en particulier au sein de l'économie informelle. Dans tous les pays de ce groupe de revenu, la fermeture des lieux de travail concerne uniquement certaines régions, ce qui constitue une évolution par rapport à la situation au début de la crise pendant laquelle les mesures de confinement s'appliquaient, dans la plupart des pays, à l'ensemble de l'économie.

► **Figure 2. Part des travailleurs vivant dans des pays où il existe des fermetures obligatoires de lieux de travail à l'exception de ceux considérés comme essentiels s'appliquant à l'ensemble de l'économie ou à des zones ciblées, par groupe de revenus, du 1^{er} janvier au 26 août 2020 (en pourcentage)**



Note : Au sein de chaque groupe de revenu, la part de travailleurs vivant dans des pays dans lesquels il existe des fermetures obligatoires des lieux de travail à l'exception de ceux considérés comme essentiels inclut des travailleurs vivant à la fois dans des pays qui appliquent ces mesures dans l'ensemble du territoire ou qui ne les appliquent que dans les régions les plus contaminées (mesures 4 et 5 de la figure 1).

Sources : ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2019 ; Indice de rigueur des mesures de confinement d'Oxford.

La révision à la hausse de l'estimation des pertes en heures travaillées signale une détérioration de la situation sur le marché du travail et n'offre qu'un faible espoir de reprise significative cette année

Les dernières estimations du BIT signalent une baisse considérablement plus importante que prévue du nombre d'heures travaillées dans le monde pendant les trois premiers trimestres de 2020 (voir encadré 1). De plus, les conséquences économiques sévères et prolongées de la pandémie assombrissent sérieusement les perspectives pour le quatrième trimestre.

Premier trimestre 2020

Au premier trimestre 2020, on constate une perte estimée de 5,6 pour cent du nombre total d'heures travaillées (en hausse par rapport au 5,4 pour cent de l'estimation antérieure) si l'on compare au quatrième trimestre 2019, ce qui équivaut à 160 millions d'emplois à temps plein (en supposant une semaine de travail de 48 heures) (tableau 1 et figure 3)².

Compte tenu du fait que le virus a touché d'abord la Chine (qui a mis en place des mesures de confinement dès la fin janvier) ainsi que d'autres pays en **Asie-Pacifique**, il n'est pas étonnant de constater que cette région représente 80 pour cent de la réduction totale des heures travaillées pendant le premier trimestre de cette année. Par exemple, dans la sous-région de l'Asie de l'Est, on a enregistré une baisse des heures travaillées de 12 pour cent, soit 100 millions d'emplois équivalents temps plein (ETP), pendant ce seul trimestre.

Encadré 1. Comment expliquer la hausse de l'estimation de la perte en heures travaillées?

Depuis sa deuxième édition (publiée le 7 avril 2020), l'*Observatoire de l'OIT* fournit une estimation des pertes en heures travaillées au premier et au deuxième trimestre 2020 en comparaison avec le dernier trimestre d'avant la crise (en l'occurrence, le quatrième trimestre 2019). Dans cette édition, nous publions pour la première fois une estimation des pertes au troisième trimestre. Par ailleurs, nous présentons des projections basées sur un scénario actualisé pour le quatrième trimestre 2020. Depuis la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT* (publiée le 30 juin 2020), de nouvelles enquêtes nationales sur la main-d'œuvre ainsi que de nouveaux indices économiques couvrant à la fois le premier et le deuxième trimestre 2020 ont été intégrés dans le modèle de prévision immédiate (voir les annexes techniques 1 et 2) qui met en évidence une nouvelle détérioration de la situation sur le marché du travail qui se reflète par une perte des heures travaillées plus importante que celle qui avait été estimée auparavant.

L'une des raisons sous-jacentes de cette révision à la hausse des pertes en heures travaillées a pour origine le fait que **les travailleurs dans les économies émergentes et en développement, en particulier ceux évoluant dans l'économie informelle, ont été touchés de manière beaucoup plus importante que pendant les crises précédentes**^a. Dans certains de ces pays pour lesquels on possède de nouveaux chiffres, la perte en heures travaillées est sensiblement plus élevée qu'au sein des économies les plus avancées les plus touchées. Dans les économies en développement, il existe en effet des possibilités plus limitées en matière de télétravail^b. De plus, les conséquences plus lourdes sur les travailleurs informels, le rôle plus limité du secteur public de l'emploi ainsi que des contraintes budgétaires pour permettre la mise en place de mesures de soutien face au COVID-19 (voir la deuxième partie «Conséquences politiques et besoins à combler») semblent accentuer les effets de la récession, faisant naître de nouveaux défis pour le marché du travail.

^a Il existe des preuves évoquant une augmentation du travail informel lors de récessions économiques précédentes en raison de la baisse des offres d'emploi dans l'économie formelle. Voir par exemple Johannes P. Jütting et Juan R. de Laiglesia (dir. de publ.): *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries* (OCDE, 2009).

^b Voir BIT: *Working from Home: Estimating the worldwide potential*, 2020; Mariya Brussevich, Era Dabla-Norris and Salma Khalid: «*Who Will Bear the Brunt of Lockdown Policies? Evidence from Tele-workability Measures across Countries*», Document de travail du FMI n° 20/88.

² Voir annexe technique 1 pour obtenir des informations complémentaires sur l'utilisation des emplois équivalents temps plein dans ces estimations. Toutes les estimations d'équivalents temps plein sont fondées sur l'hypothèse d'une semaine de travail de 48 heures.

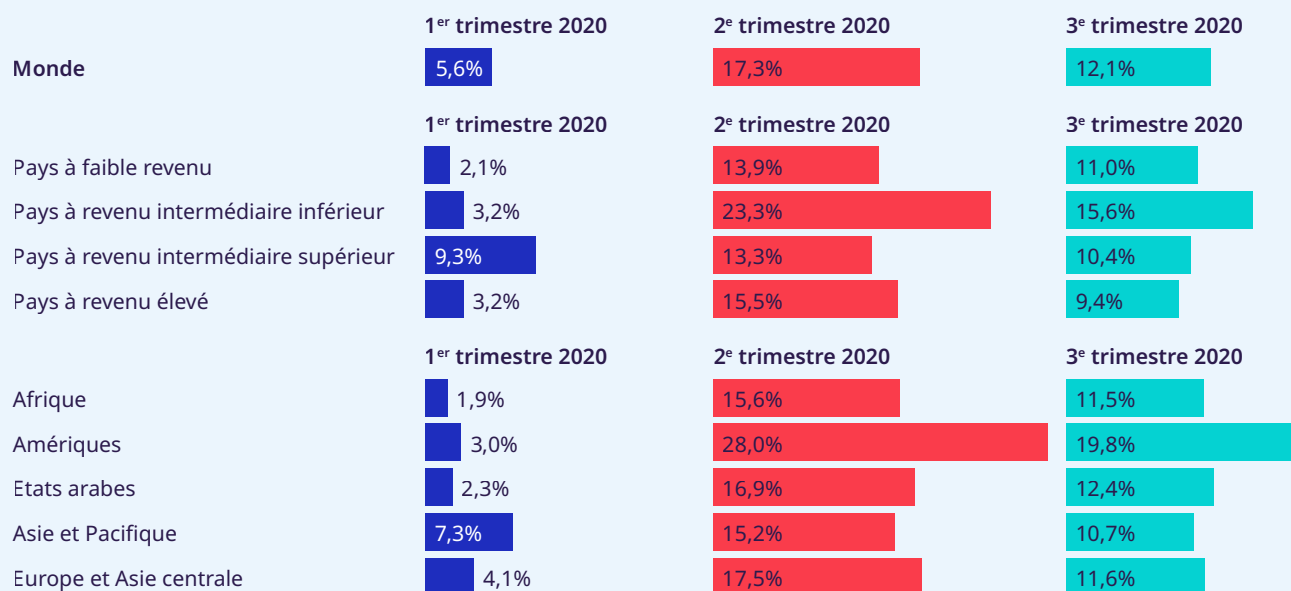
► **Tableau 1. Heures travaillées perdues dans le monde et par région et sous-région au premier, deuxième et troisième trimestre 2020 (en pourcentage et en emplois équivalents temps plein)**

Zone de référence	Heures de travail perdues (%)			Différences par rapport à l'estimation du 30 juin (% ppt)			Equivalent en nombre d'emplois à temps plein (48 heures par semaine) (millions)			Différences par rapport à l'estimation du 30 juin (millions)		
	2020			2020			2020			2020		
	T1	T2	T3	T1	T2	T3	T1	T2	T3	T1	T2	T3
Dans le monde	5,6	17,3	12,1	0,2	3,3	s.o.	160	495	345	5	95	s.o.
Afrique	1,9	15,6	11,5	-0,5	3,5	s.o.	7	60	43	-2	15	s.o.
<i>Afrique du Nord</i>	2,1	21,2	12,9	-0,4	5,7	s.o.	1	13	8	-1	4	s.o.
<i>Afrique subsaharienne</i>	1,9	14,5	11,3	-0,5	3,1	s.o.	6	45	35	-1	10	s.o.
Afrique centrale	1,8	14,7	11,9	-0,5	2,8	s.o.	1	7	6	0	1	s.o.
Afrique de l'Est	2,0	14,0	11,8	-0,4	3,1	s.o.	3	19	16	0	4	s.o.
Afrique australe	0,5	20,3	14,2	-1,1	8,1	s.o.	0	4	2	0	2	s.o.
Afrique de l'Ouest	2,1	13,9	9,9	-0,4	2,3	s.o.	2	15	11	-1	2	s.o.
Amériques	3,0	28,0	19,8	0,0	9,7	s.o.	11	105	75	0	35	s.o.
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	3,7	33,5	25,6	0,1	13,5	s.o.	9	80	60	0	33	s.o.
Amérique centrale	0,8	35,8	29,9	-0,3	16,6	s.o.	1	24	20	0	11	s.o.
Amérique du Sud	5,0	33,5	24,9	0,2	12,9	s.o.	8	50	39	1	18	s.o.
<i>Amérique du Nord</i>	1,8	18,4	9,6	0,0	3,1	s.o.	2	25	13	0	4	s.o.
Etats arabes	2,3	16,9	12,4	-0,8	3,7	s.o.	1	10	8	-1	2	s.o.
Asie et Pacifique	7,3	15,2	10,7	0,2	1,7	s.o.	125	265	185	0	30	s.o.
<i>Asie de l'Est</i>	12,0	5,5	4,9	0,4	-4,9	s.o.	100	45	40	5	-40	s.o.
<i>Asie du Sud-Est et Pacifique</i>	3,3	16,7	10,7	1,2	4,1	s.o.	10	49	31	4	12	s.o.
Asie du Sud-Est	3,4	17,1	10,9	1,3	4,4	s.o.	9	48	30	3	13	s.o.
<i>Asie du Sud</i>	3,1	27,3	18,2	-0,3	9,4	s.o.	19	170	115	-2	60	s.o.
Europe et Asie centrale	4,1	17,5	11,6	0,7	3,6	s.o.	13	55	38	2	10	s.o.
<i>Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest</i>	4,5	18,1	11,4	0,3	2,4	s.o.	7	28	18	1	4	s.o.
Europe du Nord	1,1	16,6	10,8	-2,0	1,3	s.o.	0	6	4	-1	0	s.o.
Europe du Sud	6,1	23,9	17,1	0,8	5,9	s.o.	3	12	8	0	3	s.o.
Europe de l'Ouest	5,4	14,8	7,7	1,4	0,5	s.o.	4	10	5	1	0	s.o.
<i>Europe de l'Est</i>	3,1	13,6	7,8	0,5	2,0	s.o.	3	15	8	0	3	s.o.
<i>Asie centrale et occidentale</i>	4,8	23,3	18,5	2,1	9,7	s.o.	3	14	11	1	6	s.o.

s.o. = sans objet ppt = points de pourcentage

Note : Les valeurs concernant les emplois équivalents temps plein (ETP) perdus supérieures à 50 millions sont arrondies à 5 millions près; les valeurs au-dessous de ce seuil sont arrondies au million près. Les pertes équivalentes en emplois à temps plein sont présentées afin de mettre en évidence l'ampleur de l'estimation des heures perdues. Ces valeurs en emplois ETP sont calculées en supposant que ces réductions en heures travaillées ont touché exclusivement et de manière exhaustive un sous-groupe de travailleurs à temps plein et que les autres travailleurs n'ont pas subi de réduction de leurs heures travaillées. Les chiffres de ce tableau ne doivent pas être interprétés comme ceux du nombre d'emplois perdus ni comme ceux de l'augmentation du chômage.

Source: Modèle de prévision immédiate du BIT (voir annexe technique 1).

► **Figure 3. Pertes en heures travaillées, dans le monde et par groupe de revenu, au premier et au deuxième trimestre 2020 (en pourcentage)**

Source: Modèle de prévision immédiate du BIT (voir annexe technique 1).

Deuxième trimestre 2020

En raison des conséquences beaucoup plus graves de la crise que celles envisagées précédemment, en particulier dans les pays en développement, **la baisse estimée du nombre total d'heures travaillées au deuxième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019 est encore revue à la hausse pour atteindre 17,3 pour cent au deuxième trimestre 2020 (en hausse par rapport à l'estimation précédente de 14,0 pour cent), ce qui équivaut à 495 millions d'emplois à temps plein.** Les pays à revenu intermédiaire inférieur ont été les plus touchés, subissant une baisse de 23,3 pour cent (et aussi la révision à la hausse la plus forte par rapport à l'estimation précédente de 16,1 pour cent).

Dans les Amériques, on estime que la baisse des heures travaillées a atteint 28,0 pour cent, soit 105 millions d'emplois ETP au deuxième trimestre 2020, en comparaison avec l'estimation précédente de 18,3 pour cent. Il s'agit là des pertes en heures de travail les plus lourdes enregistrées au sein des

principales régions géographiques. C'est aussi la révision à la hausse la plus élevée depuis la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT*. Au sein de cette région, l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale enregistrent des niveaux de perte en heures travaillées particulièrement importants, respectivement de 33,5 et 35,8 pour cent. Au contraire, en ce qui concerne l'Amérique du Nord, au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique, on enregistre une baisse estimée plus faible, mais qui demeure substantielle, de 18,4 pour cent des heures travaillées.

L'estimation du nombre d'heures travaillées en **Europe et en Asie centrale** est en baisse de 17,5 pour cent, soit 55 millions d'emplois ETP au deuxième trimestre, en hausse par rapport à l'estimation de 13,9 pour cent publié dans la précédente édition de l'*Observatoire de l'OIT*. Les pertes les plus lourdes au sein de cette région se sont produites en Europe du Sud (23,9 pour cent), suivie par l'Asie centrale et occidentale (23,3 pour cent), l'Europe du Nord (16,6 pour cent), l'Europe de l'Ouest (14,8 pour cent) et l'Europe de l'Est (13,6 pour cent)³.

3 Les enquêtes sur la main-d'œuvre (EMO) sont disponibles pour un plus grand nombre de pays dans la région, ce qui explique que l'incertitude concernant ces estimations a beaucoup diminué depuis la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT*. Les pays pour lesquels les données des EMO collectées au deuxième trimestre ont entraîné une dégradation substantielle de l'estimation comprennent la Belgique, le Portugal et la Turquie. Au contraire, les données des EMO pour des pays comme la France, le Royaume-Uni et l'Espagne indiquent des baisses en heures travaillées d'une magnitude similaire à l'estimation précédente.

En Asie-Pacifique, les pertes totales en heures travaillées au deuxième trimestre 2020 sont estimées à 15,2 pour cent, soit 265 millions d'emplois ETP, en hausse par rapport à l'estimation précédente de 13,5 pour cent. Au sein des sous-régions, on estime que la baisse la plus forte des heures travaillées a touché l'Asie du Sud (avec une chute de 27,3 pour cent au deuxième trimestre)⁴, suivie par l'Asie du Sud-Est et le Pacifique (16,7 pour cent) et l'Asie de l'Est (5,5 pour cent). En Asie du Sud, la situation sanitaire ainsi que les mesures strictes de contrôle mises en place ont entraîné de fortes perturbations sur le marché du travail. Au contraire, en Asie de l'Est⁵, la circulation du virus a été rapidement maîtrisée, n'entraînant que des pertes relativement faibles au deuxième trimestre. Reflétant ces tendances contrastées, les pertes en heures travaillées en Asie du Sud ont été revues à la hausse de 9,4 points de pourcentage, alors que les pertes en Asie de l'Est ont été revues à la baisse de 4,9 points de pourcentage.

Dans les Etats arabes, on estime que les heures travaillées au deuxième trimestre 2020 ont baissé de 16,9 pour cent, soit 10 millions d'emplois ETP, ce qui correspond à une révision à la hausse de 3,7 points de pourcentage.

En Afrique, les pertes totales en heures de travail au deuxième trimestre de cette année sont estimées à 15,6 pour cent, soit 60 millions d'emplois ETP, en hausse par rapport à l'estimation précédente de 12,1 pour cent. En ce qui concerne les sous-régions⁶, les estimations en perte d'heures travaillées au deuxième trimestre 2020 montrent que la baisse la plus forte a touché l'Afrique du Nord (21,2 pour cent), suivie par l'Afrique australe (20,3 pour cent), l'Afrique centrale (14,7 pour cent), l'Afrique de l'Est (14,0 pour cent) et l'Afrique de l'Ouest (13,9 pour cent).

Troisième trimestre 2020

Pour la première fois, cette édition de l'*Observatoire de l'OIT* comprend une estimation basée sur une «prévision immédiate» des pertes en heures travaillées au troisième trimestre 2020⁷. Elle envisage une **baisse du nombre total des heures travaillées de 12,1 pour cent au troisième trimestre 2020, ce qui équivaut à 345 millions d'emplois à temps plein**, en comparaison avec la tendance d'avant la crise (au quatrième trimestre 2019). Même s'il s'agit d'une amélioration par rapport à la baisse des heures travaillées de 17,3 pour cent estimée pour le deuxième trimestre, les pertes demeurent considérables, ce qui confirme que la reprise en matière d'emploi continue d'être entravée par les difficultés rencontrées en matière sanitaire et économique en raison de la crise du COVID-19.

Sur le plan régional, les Amériques devraient rester la région la plus touchée au troisième trimestre (avec une baisse des heures travaillées de 19,8 pour cent). Dans les Etats arabes, la perte en heures travaillées est estimée à 12,4 pour cent, région suivie de près par l'Europe et l'Asie centrale (11,6 pour cent), l'Afrique (11,5 pour cent) et l'Asie-Pacifique (10,7 pour cent). En ce qui concerne les groupes de pays selon les revenus, les pays à revenu intermédiaire inférieur devraient enregistrer les taux de perte en heures les plus élevés, à 15,6 pour cent, une situation similaire à celle du deuxième trimestre. Les pays à faible revenu devraient connaître une baisse de 11,0 pour cent. Les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays à revenu élevé devraient subir les baisses les plus faibles, respectivement de 10,4 et 9,4 pour cent.

4 La disponibilité des données pour l'Asie du Sud est limitée. L'estimation fournie est donc soumise à un niveau d'incertitude plus élevé que pour les autres sous-régions.

5 Alors que dans la majorité des régions du monde, la baisse des heures travaillées a été revue afin de refléter une nette détérioration, en Asie de l'Est, et notamment en Chine et au Japon, les pertes ont fait l'objet d'une amélioration significative par rapport à la précédente édition de l'Observatoire de l'OIT. La base de cette estimation est clairement différente: alors que, pour le Japon, l'estimation est basée sur l'ensemble des données des enquêtes sur la main-d'œuvre au deuxième trimestre, le modèle de prévision immédiate du BIT pour la Chine est basé sur une série d'indicateurs de l'activité économique à haute fréquence.

6 La disponibilité des données pour l'Afrique est limitée: les estimations concernant la région tout entière ainsi que pour les sous-régions ont donc un niveau d'incertitude supérieur à celles des autres régions.

7 La disponibilité des données est limitée pour le troisième trimestre car, au moment de leur collecte, un mois seulement au lieu de trois s'était écoulé. C'est pourquoi l'incertitude de cette estimation pour le troisième trimestre est beaucoup plus élevée que pour les deux premiers trimestres.

Prévisions pour le quatrième trimestre 2020

Face à une situation qui évolue de manière rapide ces derniers mois, les prévisions pour le quatrième trimestre ont désormais été actualisées. Comme dans la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT*, trois scénarios sont présentés: a) un scénario de référence qui repose sur les dernières prévisions en matière de croissance du produit intérieur brut (PIB); b) un scénario optimiste qui suppose une reprise du nombre d'heures travaillées plus rapide que la croissance du PIB; c) un scénario pessimiste qui prend en compte une nouvelle vague de fermeture totale des lieux de travail.

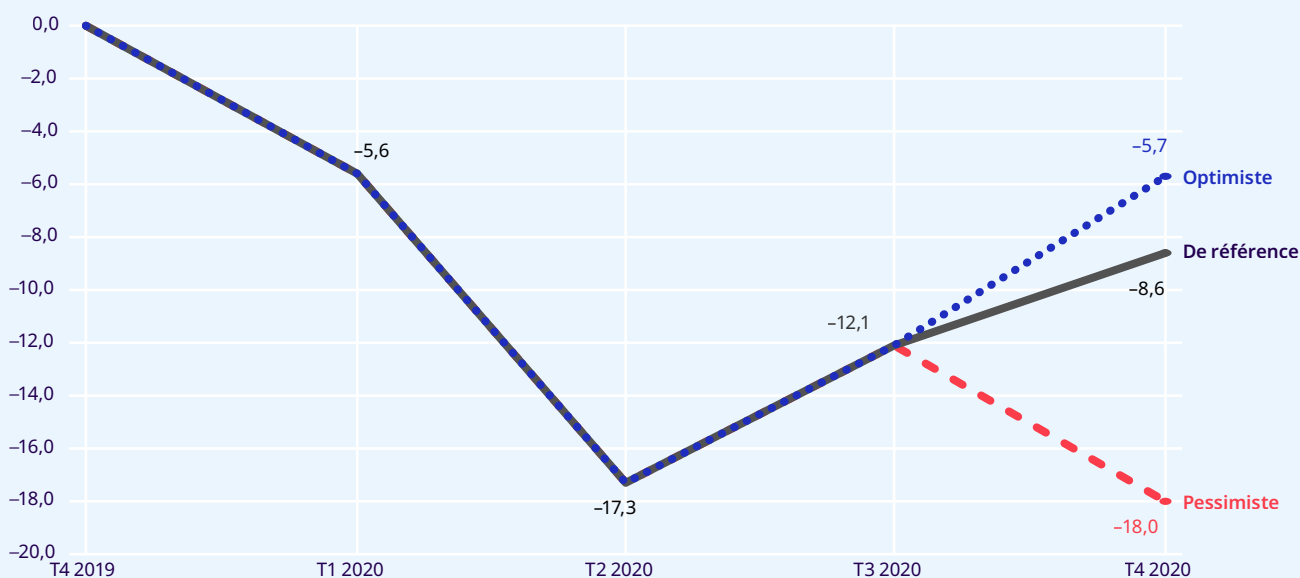
Les nouvelles prévisions des pertes en heures travaillées au quatrième trimestre sont plus importantes que celles estimées précédemment⁸. Dans le scénario de référence, **les pertes en heures travaillées sont estimées à 8,6 pour cent au quatrième trimestre, ce qui équivaut à 245 millions d'emplois à temps plein** (figure 4; annexe statistique, tableau A1, et annexe technique

2). Il s'agit là d'une révision à la hausse significative par rapport au chiffre de 4,9 pour cent publié dans la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT*.

Par ailleurs, des variations considérables entre les régions du monde devraient persister. **Dans le scénario de base, les pertes en heures travaillées devraient atteindre 14,9 pour cent dans les Amériques au quatrième trimestre**, tandis qu'elles pourraient baisser à 7,3 pour cent en Asie-Pacifique. Dans l'ensemble des régions, les heures travaillées devraient demeurer bien au-dessous des niveaux enregistrés au quatrième trimestre 2019, ce qui semble indiquer que la crise de l'emploi devrait perdurer jusque dans le courant de 2021.

Dans le **scénario pessimiste**, les pertes totales en heures travaillées au quatrième trimestre 2020 atteindraient 18,0 pour cent, soit 515 millions d'emplois à temps plein. Si l'on prend le **scénario optimiste**, les pertes en heures travaillées représenteraient encore 5,7 pour cent au quatrième trimestre, soit 160 millions d'emplois ETP.

► **Figure 4. Estimation des pertes en heures travaillées pendant les trois premiers trimestres et prévisions pour le quatrième trimestre 2020, au niveau mondial (en pourcentage)**



Note: Voir l'annexe technique 2 pour obtenir des détails supplémentaires sur les scénarios utilisés afin d'obtenir ces projections.

⁸ Il existe plusieurs raisons pour cette révision à la hausse. D'abord, les pertes estimées d'heures travaillées au deuxième trimestre ont été fortement revues à la hausse, ce qui décale encore le début de la reprise économique. Deuxièmement, la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT* avait pris en compte un scénario de référence dans lequel la pandémie aurait eu un impact beaucoup plus limité sur l'activité économique dans la deuxième moitié de l'année. Depuis cette édition, le 30 juin, les taux d'infection dans le monde ont atteint de nouveaux sommets et il est clair que la pandémie continue d'empêcher une reprise solide au niveau économique et en ce qui concerne le marché du travail, y compris dans les pays dans lesquels les taux de contamination sont relativement maîtrisés. Ces dernières prévisions prennent en compte les contraintes liées à la demande imposées par la pandémie actuelle. Toutefois, elles présupposent qu'il sera possible d'éviter les fermetures obligatoires des lieux de travail à l'exception de ceux considérés comme essentiels.

Hausse plus forte de l'inactivité que du chômage: indications fournies par les dernières enquêtes sur la population active

Dans la pratique, les pertes en heures travaillées concernent différentes situations: des heures de travail plus courtes, avoir un emploi mais ne pas travailler, être au chômage et être inactif. Il existe des différences significatives entre les pays dans la fréquence de ces situations différentes et, dans de nombreux cas, le chômage n'explique qu'une petite partie des pertes en heures travaillées. Les derniers chiffres extraits des enquêtes sur la population active fournissent des indications supplémentaires à ce propos⁹.

D'abord, ces nouvelles données mettent en évidence un **déclin significatif de l'emploi au deuxième trimestre 2020 en comparaison avec l'année précédente, avec des variations considérables selon les pays** (figure 5a). Comme nous le faisons déjà remarquer dans la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT*, **la baisse relative de l'emploi est plus forte chez les femmes que chez les hommes dans tous les pays**, sauf quelques exceptions (comme la France, Israël et le Mexique).

Deuxièmement, un simple exercice de décomposition¹⁰ montre bien que **le déclin en matière d'emploi au deuxième trimestre 2020 a été accompagné par une augmentation plus forte de l'inactivité que du chômage dans l'ensemble des pays**, à l'exception du Canada et des États-Unis (figure 5b)¹¹. En d'autres termes, dans la plupart des pays, la baisse de l'emploi a entraîné une augmentation significative de l'inactivité, tandis que les changements enregistrés pour le chômage sont plus modestes. Lorsque l'on décompose ces changements pour les hommes et pour les femmes, ils se révèlent semblables¹². En résumé, les chiffres

confirment que **le fait de se concentrer simplement sur les changements intervenus au niveau du chômage peut s'avérer trompeur**.

La montée de l'inactivité a des conséquences importantes en matière de politiques. En se basant sur les enseignements tirés des crises précédentes, on constate qu'activer des personnes inactives constitue une tâche plus ardue que de redonner du travail à un chômeur. Ainsi, ces taux élevés d'inactivité devraient rendre plus difficile la reprise en matière d'emploi. De plus, étant donné le fait qu'à la fois **les jeunes et les personnes plus âgées ont été particulièrement touchées par la crise du COVID-19** et que ces deux groupes de personnes ont habituellement un risque plus élevé de devenir inactives, ces catégories risquent encore de se retrouver désavantagées à long terme sur le marché du travail¹³.

Pertes des revenus du travail

Les pertes en heures de travail se traduisent pour les travailleurs du monde entier par une perte significative des revenus de leur travail. Afin de mieux comprendre le lien qui existe entre ces deux aspects, cette édition présente une estimation de la perte en revenus du travail qui résulte de la baisse des heures travaillées avant la prise en compte des mesures prises pour soutenir les revenus.

On estime que les revenus globaux du travail (qui incluent les salaires des employé(e)s et une partie des revenus des travailleurs indépendants¹⁴) **ont baissé de 10,7 pour cent pendant les trois premiers trimestres de 2020, en comparaison avec la même période en 2019** (figure 6 et annexe technique 3). L'estimation fait apparaître que les pertes en revenus du travail ont atteint 15,1 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, 11,4 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et 10,1 pour cent dans les pays à

9 Au 13 septembre 2020, les données pour le deuxième trimestre étaient disponibles sur ILOSTAT pour les pays suivants: Australie, Brésil, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Corée (République de), Costa Rica, Equateur, Espagne, États-Unis, France, Israël, Japon, Mexique, Moldova (République de), Pérou, Portugal, Suisse, Thaïlande et Viet Nam.

10 Tout changement en matière d'emploi peut être divisé entre chômage et inactivité en effectuant l'opération suivante: Population en âge de travailler = emploi + chômage + inactivité, ce qui peut se transcrire ainsi: $-\Delta\left(\frac{E}{WAP}\right)_t = \Delta\left(\frac{U}{WAP}\right)_t + \Delta\left(\frac{I}{WAP}\right)_t$, le Δ représentant les changements intervenus entre le deuxième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020, WAP = population en âge de travailler, E = emploi, U = chômage, and I = inactivité. Se référer à ILOSTAT pour obtenir une définition du chômage et de l'inactivité.

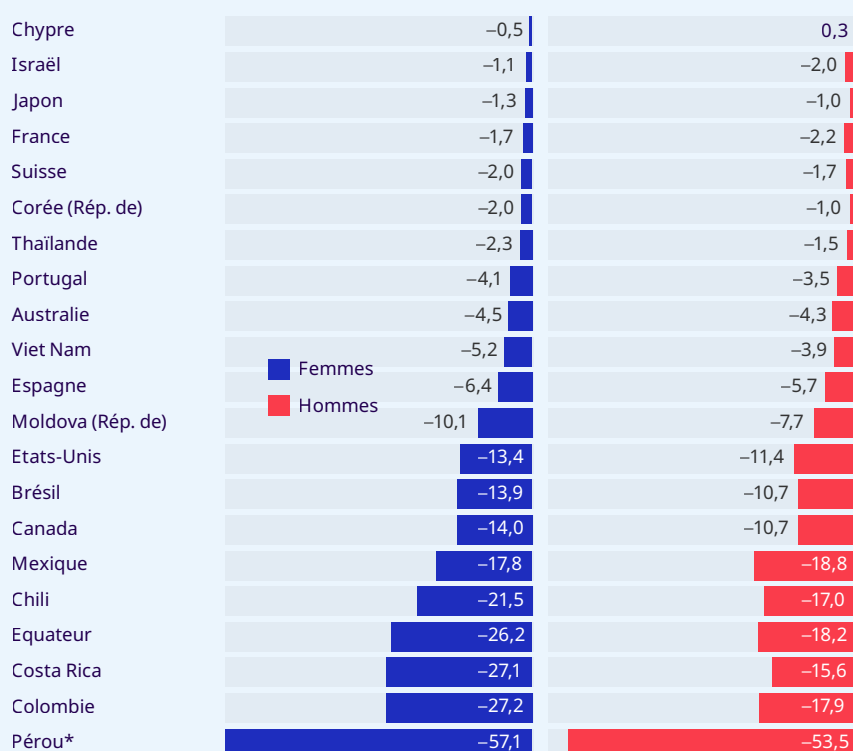
11 Il faut également souligner qu'établir une distinction entre chômeurs et inactifs est plus difficile à réaliser pendant la crise du COVID-19 en raison des restrictions imposées par les mesures de confinement qui limitent la recherche d'emploi, qui constitue justement l'un des critères pour désigner une personne en tant que chômeur (contrairement au travailleur découragé, ce type de personnes étant considérées comme inactives).

12 Lorsqu'un plus grand nombre de résultats d'enquêtes sur la main-d'œuvre sera disponible, il faudra réaliser une analyse afin d'identifier des tendances et des différences au sein des divers secteurs et groupes de personnes.

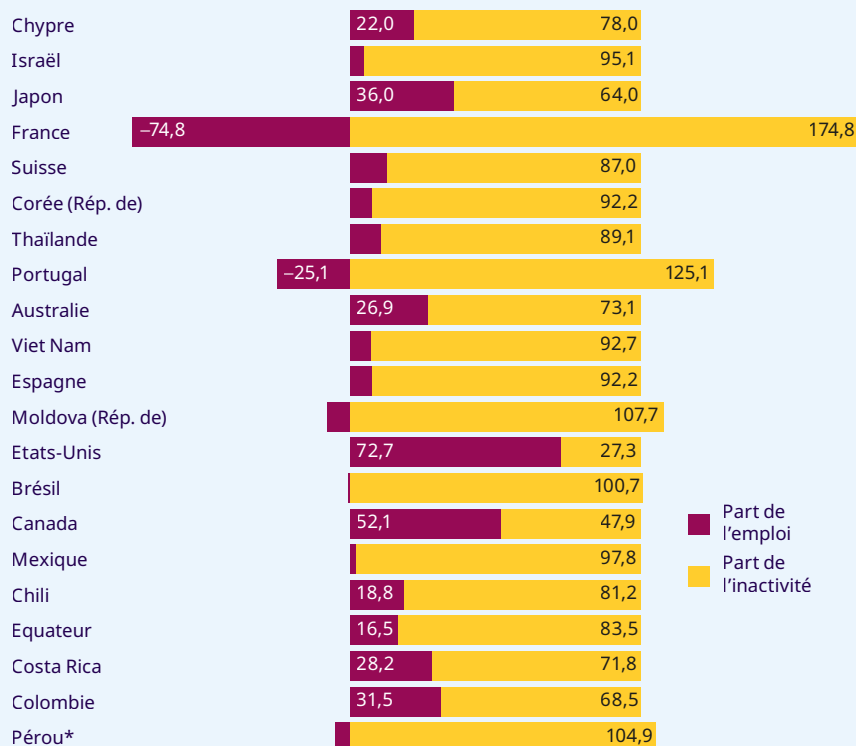
13 Pour une analyse de l'impact de la crise chez les jeunes, voir BIT: *Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Quatrième édition* et BIT: *Preventing Exclusion from the Labour Market: Tackling the COVID-19 Youth Employment Crisis*, 27 mai 2020. Pour une analyse de l'impact de la Grande récession sur les travailleurs âgés, voir OCDE: *De la crise à la reprise: causes, déroulement et conséquences de la Grande récession*, 2010, et pour les pays de l'UE: *Long-term Unemployment in the EU: Trends and Policies*, Bertelsman-Stiftung, 2016.

14 Les investissements des activités économiques des travailleurs indépendants comprennent à la fois les revenus de leur travail et les revenus du capital qu'ils sous-entendent (capital physique ou autre). Ils chutent en même temps lorsque les heures de travail sont réduites. Seule la partie des revenus du travail est incluse dans les estimations présentées ici.

► **Figure 5a. Baisse de l'emploi du 2^e trimestre 2019 au 2^e trimestre 2020 (en pourcentage)**



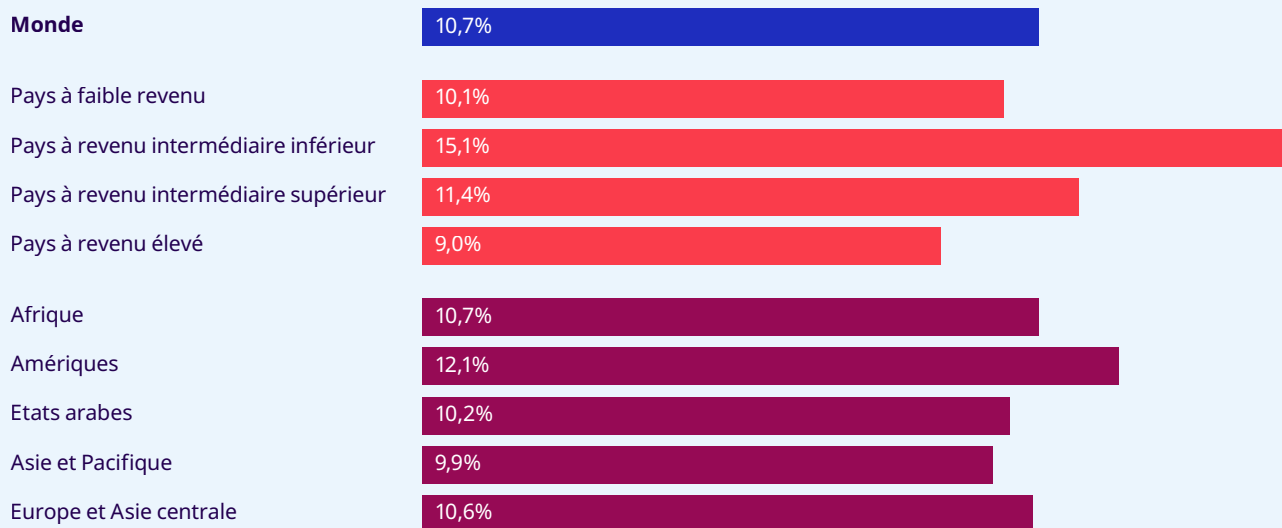
► **Figure 5b. Part de l'augmentation du chômage et de l'inactivité dans la baisse de l'emploi (du 2^e trimestre 2019 au 2^e trimestre 2020) (en pourcentage)**



Note: On atteint 100 pour cent pour les parts apparaissant dans la figure 5b en raison de la décomposition. Une valeur négative indique que l'indicateur a, en réalité, baissé entre le 2^e trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2020 (par exemple, le taux de chômage a baissé au Brésil, en France, en République de Moldova, au Pérou et au Portugal). * Les données pour le Pérou ne concernent que Lima et sa région métropolitaine, qui est la zone couverte par l'enquête «Encuesta Permanente de Empleo (EPE)».

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre disponibles sur ILOSTAT au 13 septembre 2020.

► **Figure 6. Part de la perte des revenus du travail due à la baisse des heures travaillées durant les trois premiers trimestres de 2020 (avant la prise en compte des mesures de soutien aux revenus), dans le monde, par groupe de revenu et par région (en pourcentage)**



Note: Les revenus du travail sont cumulés en utilisant les taux de change de parité de pouvoir d'achat. Des données supplémentaires par région et par sous-région sont disponibles dans le tableau A2 figurant dans l'annexe statistique.

faible revenu¹⁵. Au contraire, dans les pays à revenu élevé, les pertes en revenus du travail représentent seulement 9,0 pour cent, des pertes qui sont en outre plus souvent compensées par des mécanismes de remplacement des revenus. Au plan régional, les pertes en revenus sont les plus élevées dans les Amériques, suivies par l'Afrique.

Au total, **la perte globale en revenus du travail durant les trois premiers trimestres de 2020 s'élève à 3500 milliards de dollars** des Etats-Unis (en utilisant les taux de change des marchés en 2019), ce qui équivaut à 5,5 pour cent du PIB total des trois premiers trimestres en 2019¹⁶. Lorsque ces pertes importantes ne sont pas atténuées par d'autres sources de revenu, par exemple des prestations en matière de protection sociale, elles sont susceptibles de plonger des familles entières dans la pauvreté tout en réduisant la demande globale. Quand les familles épuiseront leurs économies et lorsque les mesures de relance budgétaire seront petit à petit abandonnées, la baisse de la demande globale pourrait bien s'aggraver en faisant chuter les créations d'emplois, en abaissant encore les revenus et en rendant la reprise encore plus difficile.

Les chiffres globaux en matière de perte des revenus du travail cachent aussi des différences considérables entre les travailleurs.

Les employés qui disposent d'un emploi formel peuvent plus facilement bénéficier de prestations sociales ou d'autres mesures prises dans le secteur public afin d'aider à absorber les dégâts occasionnés par les pertes en revenus du travail. C'est pourquoi, pour ces personnes, la perte nette de revenu sera plus réduite. A l'inverse, pendant la crise du COVID-19, les 60 pour cent de travailleurs dans le monde qui occupent un emploi informel et qui sont peu susceptibles de pouvoir bénéficier de prestations sociales se retrouvent particulièrement vulnérables face à la perte de leurs revenus et à la pauvreté, comme le met en évidence la troisième édition de l'*Observatoire de l'OIT*. Il faut encore souligner que, comme ces estimations ne prennent pas en compte les revenus du capital pour les travailleurs indépendants¹⁷, la perte *réelle* de revenus pour les 1,4 milliard de travailleurs dans le monde qui sont à leur compte ou qui travaillent au sein de la famille sera donc plus importante qu'estimée.

15 En raison du fait que les pays les plus pauvres sont plus sévèrement touchés par la crise, les estimations prenant en compte le PIB et présentées dans la figure 6 minimisent la perte en revenu du travail des travailleurs au niveau mondial. En moyenne selon les pays, les travailleurs ont perdu 11,8 pour cent des revenus de leur travail dans les trois premiers trimestres de 2020.

16 Les derniers chiffres indiquent des pertes bien plus grandes que dans l'estimation publiée dans la première édition de l'*Observatoire de l'OIT* (publiée le 18 mars 2020) qui signalait une baisse suggérée entre 860 et 3 440 milliards de dollars des Etats-Unis pour la totalité de l'année (2020).

17 Cette exclusion est délibérée afin d'estimer correctement la part des revenus du travail. Voir BIT: *The Global Labour Income Share and Distribution*, 2019.

► Deuxième partie. Conséquences politiques et besoins à combler

L'efficacité des mesures de relance budgétaire pour atténuer les perturbations sur le marché du travail

Face aux perturbations majeures qui affectent le marché du travail, les gouvernements ont apporté une réponse par l'intermédiaire de programmes de relance budgétaire¹⁸ d'une échelle sans précédent, notamment dans les pays à revenu élevé. Afin d'évaluer l'impact initial de ces réponses politiques, cette édition examine **l'influence que les politiques budgétaires ont pu avoir pour aider à atténuer la baisse des heures travaillées au deuxième trimestre 2020** dans les pays pour lesquels on dispose de données chiffrées.

Les principaux axes par l'intermédiaire desquels des politiques budgétaires étendues peuvent atténuer les pertes causées par la situation sanitaire et les mesures de confinement qui en découlent sont les suivants:

- **Enrayer la baisse de la consommation:** un soutien en matière de revenu (pour les travailleurs, y compris ceux mis en congé, les personnes sans emploi et leurs familles) est susceptible d'empêcher une pénurie de la demande dans des secteurs dans lesquels l'activité est autorisée à se poursuivre ou lors de la réouverture des secteurs auparavant fermés.
- **Empêcher les cessations d'activité:** les subventions et les incitations fiscales destinées aux entreprises, sous conditions de maintenir leur activité, peuvent empêcher des fermetures.
- **Atténuer la baisse des investissements:** à la fois les effets induits via la consommation privée ou publique et le soutien direct aux entreprises

peuvent encourager des investissements qui, autrement, ne verraient pas le jour.

- **Augmenter l'activité économique à travers des dépenses directes des gouvernements,** notamment des dépenses directes dans les services sociaux comme dans le domaine de la santé et des soins.

Si l'on prend les pays pour lesquels des données sont disponibles, on s'aperçoit **qu'il existe un lien évident qui montre que plus les mesures de relance budgétaire (en pourcentage du PIB) sont importantes, moins on enregistre de pertes dans les heures travaillées au deuxième trimestre 2020** (figure 7). Afin de déterminer le poids de cette relation, on utilise une régression multiple afin de contrôler un certain nombre de facteurs, comme les mesures dans le domaine de la santé publique et les structures du marché du travail (voir l'annexe technique 4 pour obtenir des informations complémentaires)¹⁹. Cette estimation met en évidence que, en moyenne, **une augmentation des mesures de relance budgétaire de 1 pour cent du PIB annuel aurait réduit les pertes en heures travaillées de 0,8 point de pourcentage au deuxième trimestre 2020**. Pour mettre les choses en perspective²⁰, en moyenne, les pertes estimées en heures travaillées auraient pu atteindre 28 pour cent si des mesures de relance budgétaire n'avaient pas été appliquées. Cela indique également que le fait que des programmes de relance comparativement plus modestes aient été mis en œuvre dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (voir ci-dessous) pourrait expliquer en partie l'ampleur des pertes en heures travaillées estimées au sein de ces économies.

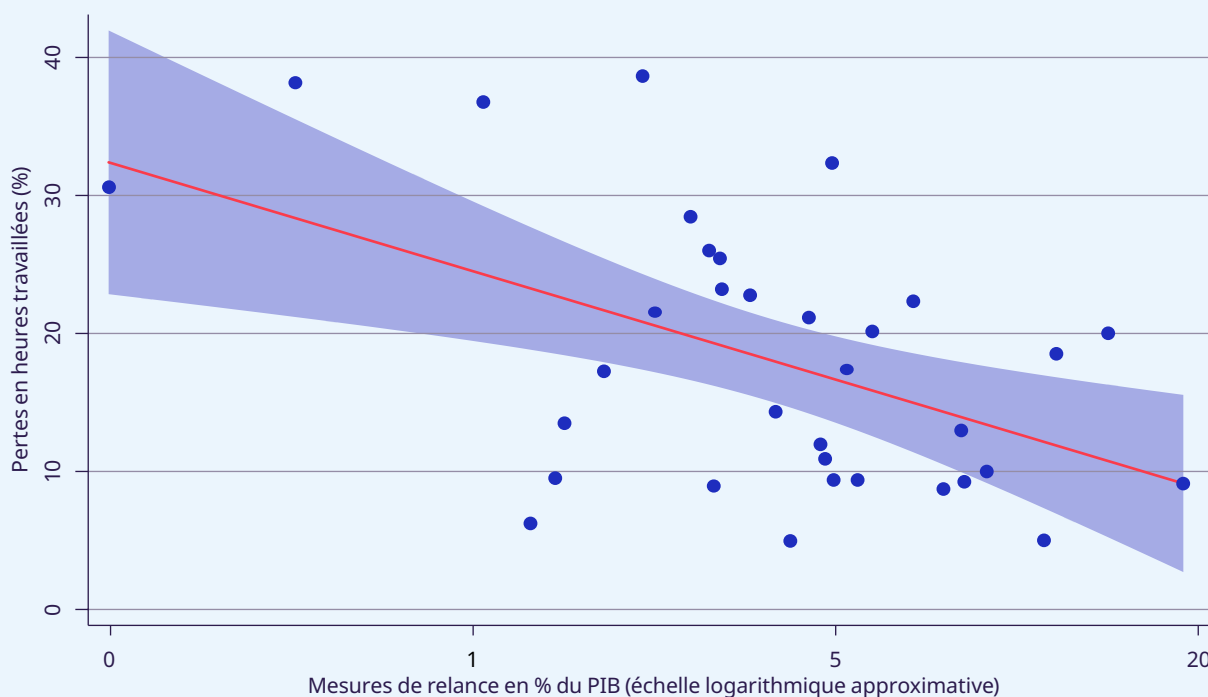
Par ailleurs, **les effets cumulés des politiques fiscales sur l'activité économique devraient être plus importants à long terme en comparaison de l'impact à court terme qui fait ici l'objet d'une analyse**

¹⁸ Dans ce contexte, les programmes de relance budgétaire sont définis en tant que dépenses supplémentaires du gouvernement, transferts de revenus ou recettes non perçues (réductions d'impôts). Les bénéficiaires de ces transferts et de ces réductions d'impôts comprennent à la fois des familles, des travailleurs et des entreprises.

¹⁹ Il faut souligner que l'analyse ne permet pas d'estimer un lien de causalité entre les mesures de relance et l'activité économique car il peut y avoir des sources multiples d'erreurs d'estimation. Néanmoins, nos estimations fournissent un éclairage précieux sur les effets des mesures de relance et des mesures connexes qui seront prises à l'avenir.

²⁰ Au contraire, la perte estimée en heures travaillées est de 12 pour cent pour un pays moyen s'il avait mis en œuvre le plus grand programme de relance au sein de l'échantillon. L'estimation suggère que la politique fiscale s'avérerait déjà utile pour atténuer les pertes en heures travaillées au deuxième trimestre (il était possible d'éviter près de 60 pour cent des pertes d'après l'estimation). De plus, l'impact global (des mesures de relance en cours et de leur possible reconduction) devrait être plus important que les effets immédiats enregistrés au deuxième trimestre 2020.

► **Figure 7. Lien entre les mesures de relance budgétaire (% du PIB) et les pertes en heures travaillées (%) au deuxième trimestre de 2020, dans certains pays**



Note: La figure montre le lien entre les pertes en heures travaillées (%) et les mesures de relance budgétaire (pourcentage du PIB dans une échelle logarithmique) dans 34 pays pour lesquels les données sont disponibles. Les observations au niveau national apparaissent en tant que points bleus. La ligne rouge représente l'ajustement linéaire (perte moyenne d'heures travaillées en tant que fonction linéaire de relance budgétaire). Enfin, la partie tramée bleue indique l'intervalle de confiance de 95 pour cent de l'ajustement linéaire. Voir l'annexe technique 4 pour obtenir des informations complémentaires sur la régression multiple utilisée.

(au deuxième trimestre 2020). Il existe des preuves concrètes qui montrent que les politiques budgétaires comportent une composante dynamique majeure au-delà de l'effet immédiat qu'elles exercent sur l'activité économique, ce qui n'entre pas dans le cadre de cet exercice²¹.

Déséquilibre mondial en matière de relance budgétaire: évaluation du «fossé de la relance budgétaire»

Alors que les politiques budgétaires expansionnistes ont joué un rôle important pour soutenir l'activité économique et empêcher une chute encore plus brutale des heures travaillées, les mesures de relance budgétaire globale ont surtout concerné les pays à

revenu élevé, comme le soulignait déjà la cinquième édition de l'*Observatoire de l'OIT*. **Les marges de manœuvre budgétaires demeurent limitées dans les économies des pays émergents et des pays en développement, particulièrement dans les pays à faible revenu.** Un tel déséquilibre entre les différents pays est même plus frappant lorsque l'on compare l'ampleur des mesures de relance budgétaire par rapport à celle des perturbations sur le marché du travail.

Les derniers chiffres tirés de la base de données de l'Indice de rigueur des mesures de confinement d'Oxford (au 2 septembre 2020) montrent que l'ensemble des mesures de relance budgétaire annoncées au niveau mondial s'élève à environ 9 600 milliards de dollars des États-Unis, soit approximativement 11 pour cent du PIB mondial

21 Il est bien établi que la politique en matière fiscale peut avoir un effet immédiat sur l'activité économique et la production. Cependant, une grande partie de l'impact cumulé des changements dans le domaine de la politique fiscale ne se produit pas dans la foulée de la mise en application (par exemple, sur un trimestre) mais s'étale au contraire sur plusieurs années. Voir par exemple: Romer, Christina D., et David H. Romer: «The Macroeconomic Effects of Tax Changes: Estimates Based on a New Measure of Fiscal Shocks», *American Economic Review*, vol. 100(3), 2010, pp. 763-801. Olivier Blanchard & Roberto Perotti: «An Empirical Characterization of the Dynamic Effects of Changes in Government Spending and Taxes on Output», *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford University Press, vol. 117(4), 2002, pp. 1329-1368.

en 2019. En se focalisant sur les mesures liées aux dépenses gouvernementales et aux allègements fiscaux (encore appelées mesures «classiques») qui ont un effet des plus immédiats sur l'activité économique, le montant de la relance est estimé autour de 7 080 milliards de dollars des Etats-Unis²².

L'objectif de ce calcul est de comparer directement l'ampleur des mesures de relance budgétaire aux dégâts occasionnés sur le marché du travail en raison du COVID-19. L'une des manières de procéder consiste à convertir la valeur en dollar des mesures de relance en emplois ETP en utilisant la productivité du travail de la manière suivante:

- D'abord, les mesures de relance budgétaire sont divisées par la production par travailleur (en dollars des Etats-Unis de 2019) au niveau national, ce qui donne une estimation du nombre d'équivalent emplois (en termes de production) par rapport aux mesures de relance budgétaire. L'opération est réalisée pour 169 pays qui représentent, tous réunis, plus de 99 pour cent de l'emploi global en 2019.
- Deuxièmement, les chiffres d'emploi ainsi obtenus sont ensuite ajustés en utilisant les estimations des heures de travail au niveau national, en les convertissant en emplois ETP (sur 48 heures de travail par semaine). Cela permet de comparer directement la relance sur les emplois ETP avec la moyenne des pertes d'emploi ETP sur les trois premiers trimestres de 2020.

Afin de pouvoir facilement établir des comparaisons à travers les régions, les résultats sont présentés en termes de pourcentage (heures perdues en tant que pourcentage du nombre total d'heures travaillées au 4^e trimestre de 2019 et leur équivalent en matière de valeur de relance). Les résultats montrent que les mesures de relance budgétaire au niveau mondial représentent 4,3 pour cent du total des heures travaillées en 2019. En comparaison, sur les trois premiers trimestres de 2020, les pertes moyennes en heures travaillées s'élèvent à environ 11,7 pour cent²³.

Surtout, il existe de grandes variations selon les groupes de revenu auxquels appartiennent les différents pays en ce qui concerne la valeur des mesures de relance budgétaire par rapport

aux dégâts qui ont affecté le marché du travail (voir figure 8). Par exemple, dans les pays à revenu élevé, les mesures de relance budgétaire qui ont été annoncées équivalent à 10,1 pour cent du total des heures travaillées, alors que les pertes en heures travaillées étaient en moyenne de 9,4 pour cent. Toutefois, **la taille relative des mesures de relance en comparaison des pertes en heures travaillées est beaucoup moins importante dans les pays en développement**. Par exemple, dans ces pays, les mesures de relance représentent seulement 1,2 pour cent du total des heures travaillées, alors que les pertes en heures travaillées avoisinent les 9 pour cent.

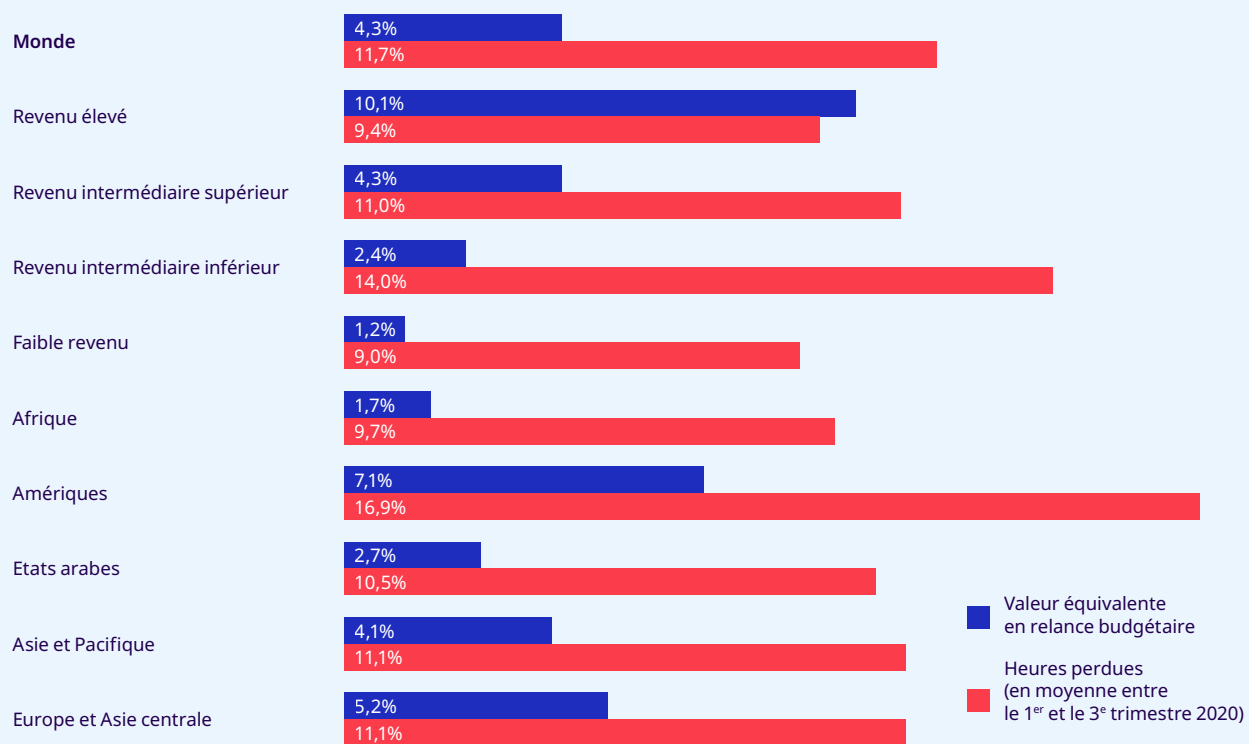
Cette situation contrastée entre les pays avancés et les pays en développement permet d'évaluer l'ampleur des besoins en matière de relance budgétaire dans le monde en développement par rapport aux dégâts subis par le marché du travail: de combien de moyens supplémentaires les pays à faible revenu auraient-ils besoin pour atteindre un ratio entre relance budgétaire et pertes en heures travaillées similaire à celui que l'on constate dans les pays à revenu élevé?

En se basant sur l'analyse présentée ci-dessus, **le fossé en matière de relance budgétaire s'élève actuellement à 982 milliards de dollars des Etats-Unis dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur dans lesquels les marges de manœuvre budgétaires sont plus limitées** (45 milliards de dollars des Etats-Unis dans les pays à faible revenu et 937 milliards de dollars des Etats-Unis dans les pays à revenu intermédiaire inférieur). Cette somme équivaut approximativement à 14 pour cent du PIB total de ces pays en 2019. Cependant, **dans le cas des pays à faible revenu, les besoins en matière de relance budgétaire représentent moins de 1 pour cent de la valeur totale des mesures classiques de relance budgétaire annoncées dans les économies à revenu élevé**.

Il est important de souligner que, contrairement à de nombreux pays émergents et à revenu élevé, les pays en développement ont tendance à disposer de programmes de protection sociale beaucoup plus modestes pour compenser les pertes des revenus liés à l'emploi, ce qui agrandit encore le fossé entre la réponse politique et les conséquences de la crise.

22 Voir FMI: *Moniteur des finances publiques*, avril 2020, encadré 1.1.

23 Dans les deux cas – relance et de pertes de production – les effets multiplicateurs potentiels ne sont pas pris en compte. Il est également nécessaire de souligner que les mesures dites «classiques» sur lesquelles se base cette analyse ne prennent pas en considération les programmes de protection sociale existants mais plutôt seulement les nouvelles ressources budgétaires déployées en réponse à la pandémie.

► **Figure 8. Heures travaillées perdues (% du total, moyenne des trois premiers trimestres 2020) et valeur équivalente des mesures de relance budgétaire**

Note: La base du calcul de l'équivalent des mesures de relance budgétaire est la production moyenne par emploi ETP de 48 heures par semaine.

Sources: Estimations du BIT basées sur les données d'ILOSTAT, du FMI et de la base de données de l'Indice de rigueur des mesures de confinement d'Oxford.

De plus, beaucoup des mesures budgétaires qui ont été annoncées dans les pays en développement sont financées par une redistribution des ressources budgétaires existantes, y compris des réductions des dépenses d'investissement et de la masse salariale de la fonction publique²⁴. Pris dans leur ensemble,

ces chiffres présentent une mesure quantitative saisissante des défis auxquels doivent faire face les pays en développement, en particulier les économies les moins développées, pour parvenir à atténuer les conséquences de la pandémie sur l'économie et sur le marché du travail.

24 Voir BIT: COVID-19. *Jobs and the future of Work in the Least Developed Countries: A (disheartening) Preliminary account*, à paraître.

► Troisième partie. Perspectives pour l'avenir

L'analyse présentée dans cette édition de *l'Observatoire de l'OIT* recense les **conséquences durables et dévastatrices de la pandémie sur l'emploi et le revenu du travail depuis le début de l'année 2020 ainsi que les perturbations très importantes sur le marché du travail qui persisteront au quatrième trimestre**. En réponse, les responsables politiques devront poursuivre le soutien apporté à l'emploi et aux revenus dans les mois qui viennent et bien au-delà en 2021, et affronter les défis majeurs suivants:

D'abord, **le maintien d'un bon équilibre et d'une bonne chronologie des interventions dans les domaines sanitaires, politiques et sociaux constitueront deux données de première importance**. Les cas d'infection sont en augmentation à travers le monde, ce qui, en conséquence, a conduit plusieurs pays à réintroduire des restrictions dans le domaine des activités économiques. Un relâchement des mesures sanitaires mal avisé ou prématuré crée le risque de prolonger la pandémie et donc d'aggraver les répercussions sur le marché du travail.

Deuxièmement, **les décisions en matière politique doivent être prises sur une échelle qui correspond à l'ampleur des perturbations sur le marché du travail**. Les pertes en heures travaillées et en revenu du travail ont été énormes durant la pandémie et, alors que les contraintes financières augmentent, les responsables politiques devront faire face au défi de maintenir des mesures pour répondre au danger que représente l'accroissement de la pauvreté, des inégalités, du chômage et de l'exclusion. Cela nécessitera une attention particulière au niveau de l'efficacité et du caractère productif des investissements qu'ils feront.

Troisièmement, il est essentiel que **les mesures politiques prises procurent l'aide la plus complète possible aux groupes de personnes vulnérables et aux populations les plus touchées, notamment les migrants, les femmes, les jeunes et les travailleurs informels**. Cette édition vient confirmer les derniers chiffres qui montrent que les pertes d'emploi sont plus importantes chez les femmes que chez les

hommes. En même temps, l'augmentation très nette de l'inactivité signifie que les dirigeants doivent concevoir des réponses ciblées qui incluent un soutien continu en matière de revenu ainsi que des efforts pour faciliter le retour à l'emploi des travailleurs, afin d'éviter une marginalisation à grande échelle et à long terme par rapport au marché du travail, en s'assurant que personne ne soit laissé de côté.

Quatrièmement, **on ne peut parvenir à combler le besoin de relance budgétaire dans les pays émergents et dans les pays en développement que grâce à une solidarité internationale accrue**.

Comme nous l'expliquons dans cette édition, la plupart des pays en développement n'ont pas été en mesure de mobiliser les ressources nécessaires pour venir soutenir des mesures politiques du niveau de celles prises par les économies les plus riches, ce qui a entraîné l'apparition d'un grand fossé en matière de relance budgétaire. Pour lever ces contraintes, il faudra un nouvel allègement de la dette tout en augmentant l'aide publique au développement (APD) afin de s'assurer de la disponibilité de fonds pour apporter des financements et lutter contre la crise sanitaire actuelle et celle qui touche le marché du travail dans les pays en développement. Au niveau national, les responsables politiques devront également s'assurer que les mesures budgétaires annoncées soient appliquées de façon rapide et efficace. Les Nations Unies ont appelé à «considérer comme une priorité stratégique le financement public des politiques et des programmes susceptibles de produire les meilleurs résultats en matière d'emploi et de soutien aux revenus, tout particulièrement pour les personnes qui se trouvent en situation de vulnérabilité»²⁵.

Cinquièmement, **le dialogue social continue de constituer un mécanisme important et efficace pour apporter des réponses politiques à la crise**.

Alors que la pandémie persiste, le recours au dialogue social, qui a pour caractéristique de permettre une réponse précoce, doit perdurer, en particulier au moment où les défis que nous avons décrits ici deviennent de plus en plus complexes.

25 Nations Unies: *Financing for Development in the Era of COVID-19 and Beyond: Menu of Options for the Consideration of Ministers of Finance: Part II*, septembre 2020, p. 9.

► Annexes statistiques

► **Tableau A1. Pertes d'heures de travail prévues, dans le monde, par région et par groupe de revenu, quatrième trimestre de 2020 (en emplois équivalents temps plein et pourcentage)**

Zone de référence	Nombre d'équivalents temps plein (48 heures par semaine) en millions	Pourcentage d'heures perdues
Scénario de référence		
Monde	245	8,6
Pays à faible revenu	17	7,7
Pays à revenu intermédiaire inférieur	105	10,4
Pays à revenu intermédiaire supérieur	90	7,6
Pays à revenu élevé	33	7,2
Afrique	29	7,9
Amériques	55	14,9
Etats arabes	6	9,3
Asie et Pacifique	125	7,3
Europe et Asie centrale	28	8,5
Prévision pessimiste		
Monde	515	18,0
Pays à faible revenu	29	13,2
Pays à revenu intermédiaire inférieur	225	22,0
Pays à revenu intermédiaire supérieur	200	17,0
Pays à revenu élevé	65	14,0
Afrique	55	14,7
Amériques	100	26,2
Etats arabes	10	16,1
Asie et Pacifique	305	17,4
Europe et Asie centrale	50	15,6
Prévision optimiste		
Monde	160	5,7
Pays à faible revenu	11	5,1
Pays à revenu intermédiaire inférieur	65	6,5
Pays à revenu intermédiaire supérieur	60	5,2
Pays à revenu élevé	24	5,2
Afrique	19	5,0
Amériques	38	10,1
Etats arabes	4	6,0
Asie et Pacifique	85	4,8
Europe et Asie centrale	19	5,7

Note: Au-delà de 50 millions, les valeurs des emplois équivalents temps plein (ETP) perdus sont arrondies à 5 millions près; les valeurs inférieures à ce seuil sont arrondies au million près. La présentation des pertes équivalentes d'emplois à temps plein permet d'illustrer l'ampleur des estimations d'heures perdues. Les valeurs en ETP sont calculées selon l'hypothèse que les réductions d'heures travaillées touchent exclusivement et de manière exhaustive un sous-groupe de travailleurs à temps plein, et que le reste des travailleurs n'a subi aucune réduction des heures travaillées. Les chiffres figurant dans ce tableau ne doivent pas être interprétés comme ceux du nombre d'emplois réellement perdus ni comme une véritable hausse du chômage.

Source: Projection du scénario du BIT pour le quatrième trimestre (voir annexe technique 2).

► **Tableau A2. Pertes de revenus du travail au cours des trois premiers trimestres de 2020, par région et sous-région (en dollars et pourcentage)**

	Perte de revenus du travail (en milliards de dollars des E.-U., valeur 2019)	Perte de revenus du travail (en pourcentage des revenus du travail)	Perte de revenus du travail (en pourcentage du PIB)
Afrique	115	10,7	5,2
Afrique du Nord	40	11,8	4,9
Afrique subsaharienne	75	10,2	5,4
Amériques	1 235	12,1	6,8
Amérique latine et Caraïbes	495	19,3	10,1
Amérique du Nord	735	9,4	5,5
Etats arabes	45	10,2	3,4
Asie et Pacifique	870	9,9	4,1
Asie de l'Est	480	7,2	3,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	140	9,5	3,9
Asie du Sud	250	17,6	8,1
Europe et Asie centrale	1 205	10,6	6,0
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	955	10,7	6,2
Europe de l'Est	105	8,0	3,9
Asie centrale et occidentale	145	16,3	6,7

Notes: Les pertes de revenus du travail en milliards de dollars sont arrondies à 5 milliards près. Le total des valeurs des sous-régions n'équivaut pas nécessairement au chiffre régional en raison des arrondis.

Source: Estimations du BIT (voir annexe technique 3).

► **Tableau A3. Pertes d'heures travaillées et mesures de relance budgétaire, dans le monde et par région et sous-région, moyenne des trois premiers trimestres de 2020 (emplois équivalents temps plein)**

	Heures perdues (en % du total, base de référence = T4 2019, corrigé des variations saisonnnières)	Nombre d'emplois ETP perdus (48 heures par semaine) (en millions)	Valeur des mesures de relance budgétaire, exprimée en emplois ETP (en millions)	Différence entre les emplois ETP perdus et l'équivalent en ETP des mesures de relance budgétaire (en millions)	Ratio entre l'équivalent en emplois ETP des mesures de relance et les emplois ETP perdus
Monde	11,7	332	123	209	0,37
<i>Pays à revenu élevé</i>	9,4	43	46	-3	1,08
<i>Pays à revenu intermédiaire supérieur</i>	11,0	128	50	78	0,39
<i>Pays à revenu intermédiaire inférieur</i>	14,0	143	25	118	0,17
<i>Pays à faible revenu</i>	9,0	19	3	17	0,14
Afrique	9,7	36	6	29	0,18
<i>Afrique du Nord</i>	12,1	7	2	5	0,30
<i>Afrique subsaharienne</i>	9,2	28	4	24	0,15
Afrique centrale	9,5	5	0	4	0,06
Afrique de l'Est	9,3	12	2	11	0,14
Afrique australe	11,6	2	1	1	0,38
Afrique de l'Ouest	8,6	9	1	8	0,15
Amériques	16,9	63	26	37	0,42
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	20,9	50	10	39	0,21
Amérique centrale	22,2	15	1	14	0,05
Amérique du Sud	21,2	33	10	23	0,29
<i>Amérique du Nord</i>	9,9	13	16	-3	1,19
Etats arabes	10,5	6	1	4	0,25
Asie et Pacifique	11,1	192	72	120	0,37
<i>Asie de l'Est</i>	7,5	61	43	17	0,71
<i>Asie du Sud-Est et Pacifique</i>	10,2	30	14	16	0,47
Asie du Sud-Est	10,5	29	13	16	0,44
<i>Asie du Sud</i>	16,2	102	14	87	0,14
Europe et Asie centrale	11,1	36	17	19	0,47
<i>Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest</i>	11,3	18	11	7	0,61
Europe du Nord	9,5	4	2	1	0,65
Europe du Sud	15,7	7	2	6	0,23
Europe de l'Ouest	9,3	6	7	0	1,02
<i>Europe de l'Est</i>	8,2	9	5	4	0,54
<i>Asie centrale et occidentale</i>	15,5	9	2	8	0,17

► Annexes techniques

Annexe 1. Pertes d'heures travaillées – Le modèle de prévision immédiate du BIT

Le BIT a continué de suivre les effets de la crise du COVID-19 sur le marché du travail grâce à son modèle de «prévision immédiate». Il s'agit d'un modèle de prévision statistique qui fournit une mesure en temps réel de l'état du marché du travail, en s'appuyant sur des données économiques et du marché du travail en temps réel. En d'autres termes, aucun scénario du déroulement de la crise n'est précisément défini; ce sont plutôt les informations intégrées dans les données en temps réel qui définissent implicitement ce scénario. La variable cible du modèle de prévision immédiate du BIT, ce sont les heures de travail²⁶ – plus précisément, la baisse des heures travaillées qui peut être attribuée à l'épidémie de COVID-19. Pour estimer cette baisse, une période de référence fixe a été définie qui sert de base de référence, à savoir le quatrième trimestre de 2019 (corrigé des variations saisonnières). Le modèle statistique produit une estimation de la diminution des heures travaillées au cours des premier, deuxième et troisième trimestres de 2020 par rapport à la base de référence. (Ainsi, les chiffres communiqués ne doivent pas être interprétés comme des taux de croissance trimestriel ou interannuel.) En outre, pour calculer les équivalents d'emploi à temps plein (ETP) des baisses d'heures travaillées en pourcentage, on utilise les heures de travail hebdomadaires avant la crise du COVID-19 comme point de comparaison.

Pour cette édition de l'*Observatoire de l'OIT*, les informations disponibles pour suivre l'évolution du marché du travail ont considérablement augmenté. En particulier, nous avons intégré au modèle les sources de données suivantes: de nouvelles données d'enquêtes sur la main-d'œuvre pour le premier²⁷ et le deuxième trimestre de 2020; des données administratives supplémentaires sur le marché du travail (ex.: chômage déclaré et données actualisées des téléphones mobiles issues des *Community Mobility Reports* de Google). De plus, les données les plus récentes des Google Trends et les valeurs de l'indice de rigueur des mesures de confinement d'Oxford (ci-après «Indice de rigueur d'Oxford»), ainsi que des données sur l'incidence du COVID-19, ont été utilisées dans les estimations. Nous avons recours à l'analyse en composantes principales pour modéliser la relation entre ces variables et les heures travaillées. A partir des données en temps réel disponibles, l'équipe de modélisation a estimé la relation statistique historique entre ces indicateurs et les heures travaillées et a utilisé les coefficients qui en résultent pour prédire l'évolution des heures travaillées en fonction des observations les plus récentes des indicateurs de prévision immédiate. Plusieurs relations candidates ont été évaluées en fonction de leur précision de prédiction et de leur performance aux moments charnières pour construire une prévision immédiate en moyenne pondérée. Pour les pays pour lesquels des données à haute fréquence sur l'activité économique étaient disponibles mais où soit la variable cible elle-même n'était pas disponible, soit la méthodologie susmentionnée ne fonctionnait pas bien, les coefficients estimés et les données du panel de pays ont été utilisés pour produire une estimation.

Une approche indirecte a été appliquée pour les autres pays: cela consiste à extrapoler le nombre relatif d'heures perdues à partir des pays ayant des prévisions immédiates directes. Cette extrapolation se fonde sur la baisse de la mobilité observée à partir des *Community Mobility Reports* de Google²⁸ et de l'Indice de rigueur d'Oxford, puisque les pays affichant des baisses de mobilité comparables et des restrictions de même niveau sont susceptibles d'enregistrer une diminution similaire des heures travaillées. A partir des *Community Mobility Reports* de Google, on utilise une moyenne des indices de fréquentation des lieux de travail et des lieux de «commerce et de divertissement». Les indices de rigueur et de mobilité sont combinés en une variable unique²⁹ grâce à l'analyse en composantes principales³⁰. En outre, pour les pays sans données sur les restrictions, nous utilisons les données de mobilité, si elles sont disponibles, et les données actualisées sur l'incidence du COVID-19 pour extrapoler l'impact sur les heures travaillées. Compte tenu des pratiques différentes des pays en matière de décompte des cas, nous utilisons le concept plus homogène de patients décédés comme variable approximative de l'étendue de la

²⁶ Heures réellement travaillées dans le cadre de l'emploi principal.

²⁷ Y compris les données d'EUROSTAT en provenance d'un grand nombre de pays européens.

²⁸ L'ajout de la baisse de mobilité comme variable permet de renforcer l'extrapolation des résultats aux pays dont les données sont plus limitées. Les *Community Mobility Reports* de Google sont utilisés parallèlement à l'indice de rigueur d'Oxford pour tenir compte de la mise en œuvre différenciée des mesures de confinement. Cette variable ne couvre que partiellement le premier trimestre, c'est pourquoi nous n'utilisons que les données de rigueur et d'incidence du COVID-19 pour les estimations relatives à ce trimestre. La source des données est disponible à l'adresse: <https://www.google.com/covid19/mobility/>.

²⁹ Les observations de mobilité manquantes sont imputées sur la base de la rigueur des mesures de confinement.

³⁰ Pour compenser la rareté des données au troisième trimestre, ainsi que pour tirer parti de la dimension de série chronologique que contiennent les données sur la mobilité et la rigueur, nous adoptons une approche mixte pour les pays ayant une prévision immédiate directe pour le troisième trimestre. Plus précisément, l'estimation est obtenue à partir de la moyenne des prévisions immédiates directes du troisième trimestre et de l'extrapolation basée sur la composante principale de la mobilité et de la rigueur. L'extrapolation a été corrigée en fonction de la différence observée au deuxième trimestre entre l'extrapolation et la prévision immédiate directe pour chaque pays.

► **Tableau A4. Approches utilisées pour estimer les heures de travail perdues**

Approche	Données utilisées	Zone de référence
Prévision immédiate basée sur des données économiques à haute fréquence (directe ou approche par panel)	Données économiques à haute fréquence, y compris: données d'enquête sur la main-d'œuvre; données du registre administratif sur le marché du travail; indices des directeurs d'achat (pays ou groupes); données des <i>Google Trends</i> ; données des comptes publics; enquêtes sur la confiance des consommateurs et des entreprises	Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Géorgie, Grèce, Hong-kong (Chine), Hongrie, Islande, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mexique, Mongolie, Macédoine du Nord, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Viet Nam
Extrapolation basée sur la mobilité et les mesures de confinement	<i>Community Mobility Reports</i> de Google (à partir du deuxième trimestre) et/ou indice de rigueur d'Oxford	Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belarus, Belize, Benin, Bhoutan, Bolivie (Etat plurinational de), Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, République dominicaine, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Erythrée, Estonie, Eswatini, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Guam, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Macao (Chine), Madagascar, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Moldova (République de), Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Porto Rico, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Fédération de Russie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Surinam, Tadjikistan, Tchad, Territoire palestinien occupé, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, République unie de Tanzanie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne de), Yémen, Zambie, Zimbabwe
Extrapolation basée sur l'incidence du COVID-19	Variable approximative de l'incidence du COVID-19, sous-régions détaillées	Arménie, Comores, Guinée équatoriale, Iles Vierges des Etats-Unis, Maldives, Monténégro, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Sahara occidental, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sao Tomé-et-Principe
Extrapolation basée sur la région	Sous-régions détaillées	Iles anglo-normandes, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Tonga

Notes: (1) Les zones de référence incluses correspondent aux territoires pour lesquels le BIT produit des estimations modélisées. (2) Les pays et les territoires sont classés en fonction du type d'approche utilisée pour le deuxième trimestre de 2020. (3) Quand on a modélisé l'impact pour la Chine au premier trimestre de 2020, on a utilisé la variable dépendante de la régression (heures perdues) et les données des Google Trends pour les pays disponibles à partir du deuxième trimestre afin d'extrapoler le résultat pour ce pays. En effet, l'extrapolation doit être effectuée pour un trimestre où, en moyenne, le pays cible est affecté de manière significative. De plus, en l'absence de nouvelles informations relatives au premier trimestre en Chine depuis la troisième édition de l'Observatoire de l'OIT, l'estimation pour le premier trimestre n'a pas été actualisée. Pour les Philippines, on a utilisé la publication ad hoc de l'enquête sur la main-d'œuvre d'avril 2020; les données ont été comparées aux données d'avril 2019; les résultats d'avril 2020 ont été directement extrapolés à mai et juin à partir des données des *Community Mobility Reports* de Google. Pour cinq pays (Danemark, Hongrie, Roumanie, Slovaquie et Ukraine), les résultats des prévisions immédiates directes ont été jugés insatisfaisants et ont été remplacés par des données sur la baisse de production à partir des données des comptes publics.

pandémie. Nous calculons la variable à une fréquence mensuelle équivalente mais les données sont mises à jour quotidiennement, notre source étant le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Enfin, pour un petit nombre de pays pour lesquels aucune donnée n'était disponible au moment de l'estimation, nous avons utilisé la moyenne régionale pour imputer la variable cible. Le tableau A4 résume les informations et l'approche statistique utilisées pour estimer la variable cible pour chaque pays.

La dernière mise à jour des données a été effectuée sur la période du 21 au 28 août 2020, selon les sources. En raison du caractère exceptionnel de la situation, y compris la rareté des données pertinentes, les estimations sont sujettes à un fort degré d'incertitude. La pandémie de COVID-19 a créé un choc sans précédent pour le marché du travail qu'il est difficile de mesurer à l'aune des données historiques. Par exemple, se dessine une

tendance – inhabituelle selon les normes historiques – de réduction supérieure à la moyenne des heures travaillées dans les pays en développement, comme le mentionne le texte principal. Cette tendance s'est confirmée depuis la dernière édition de l'*Observatoire de l'OIT*; elle implique toujours un fort risque de baisse de l'activité professionnelle mondiale. En outre, au moment de l'estimation, les séries chronologiques cohérentes d'indicateurs à haute fréquence actualisés facilement disponibles, y compris les données d'enquête sur la main-d'œuvre, demeuraient rares. Ces limites se traduisent par un fort degré global d'incertitude. C'est pourquoi les estimations sont régulièrement actualisées et révisées par le BIT.

Annexe 2. Prévisions pour le quatrième trimestre de 2020

Le BIT a développé un modèle de prévision permettant de prévoir les heures travaillées pour le quatrième trimestre de 2020. La variable d'intérêt est le nombre moyen d'heures travaillées par personne dans la population en âge de travailler, comme dans le modèle de prévision immédiate. Le modèle précise que l'évolution du nombre d'heures travaillées est fonction de l'écart du nombre d'heures travaillées par rapport à une tendance à long terme de la croissance du PIB et de son retard, et que cette évolution est un indicateur du fait qu'on se trouve en période de reprise (voir l'équation 1 ci-dessous).

$$\Delta h_{(i,t)} = \beta_{(0,i)} + \beta_{(1,i)} \text{écart}_{(i,t)} + \beta_{(2,i)} \Delta \text{PIB}_{(i,t)} + \beta_{(3,i)} \Delta \text{PIB}_{(i,t-1)} + \beta_{(4,i)} \text{Reprise}_{(i,t)} \quad (1)$$

On fait tourner le modèle à l'aide de méthodes à effets mixtes à plusieurs niveaux, ce qui signifie que la distribution des paramètres de pente pour l'écart et la croissance du PIB est également estimée. Cela permet d'extraire les effets aléatoires spécifiques à chaque pays afin que, pour chaque pays, nous obtenions des déviations spécifiques des coefficients autour du coefficient central estimé pour le panel. Pour faire des prévisions pour le quatrième trimestre de 2020, nous devons mettre en place le modèle sur la base d'une fréquence trimestrielle. À partir d'un échantillon de 52 pays pour lesquels nous disposons de données à une fréquence trimestrielle, nous estimons les coefficients de l'équation (1) et les effets aléatoires spécifiques aux pays correspondants. De plus, nous estimons aussi l'équation (1) en utilisant l'échantillon complet des pays à la fréquence annuelle afin d'extraire les effets aléatoires spécifiques aux pays, que nous appliquons ensuite aux coefficients centraux, estimés avant d'utiliser les données trimestrielles, afin d'obtenir des coefficients spécifiques pour tous les pays. En ce qui concerne le coefficient indiquant la présence d'une période de reprise ($\beta_{(4,i)}$), aucun effet aléatoire n'a pu être estimé: il est donc le même pour tous les pays.

L'écart du nombre d'heures par rapport à une tendance à long terme est estimé en ajustant une tendance à long terme des heures travaillées à l'aide d'un filtre de Butterworth des séries chronologiques. Nous estimons également la vitesse d'ajustement de la tendance à long terme aux nouvelles observations des heures travaillées, et nous appliquons cet ajustement pour prévoir l'évolution de la tendance à long terme dans nos scénarios. À mesure que la crise se prolonge, l'objectif implicite de réduction de l'écart est légèrement revu à la baisse.

Le scénario de référence de croissance trimestrielle du PIB provient des bases de données de l'Economist Intelligence Unit au 28 août 2020. Pour les autres pays sans prévisions de croissance trimestrielle disponibles, on fait une estimation de la trajectoire du PIB pour l'année 2020 qui est cohérente avec a) la perte d'heures travaillées estimée au premier et au deuxième trimestre, b) la trajectoire relative dans les pays où des données sont disponibles et c) la prévision de croissance économique annuelle tirée de la base de données de l'Economist Intelligence Unit. Dans cette édition de l'*Observatoire de l'OIT*, le scénario de base prend en compte l'effet dépressif prolongé de la pandémie sur le marché du travail, qui ralentit la reprise bien plus qu'on ne pourrait l'attendre des antécédents historiques. Plus précisément, nous abaissons le coefficient $\beta_{(1,i)}$, qui indique la force avec laquelle les heures travaillées réagissent à l'écart vers la tendance à long terme, au 15^e centile inférieur de la distribution estimée historiquement, par opposition à sa moyenne.

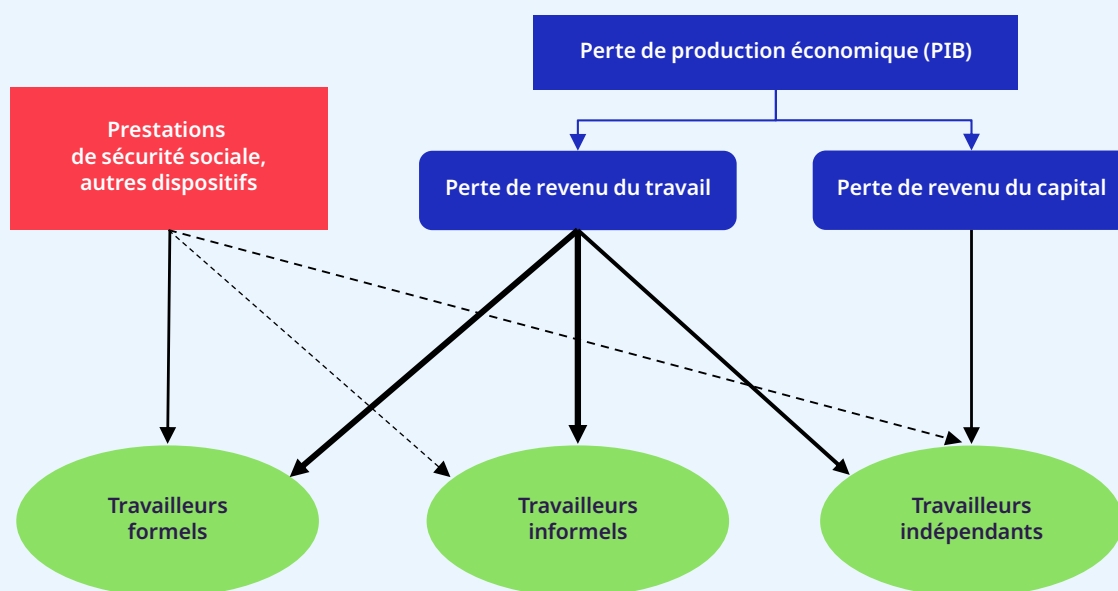
En plus du scénario de référence, deux scénarios alternatifs sont utilisés dans la modélisation. Le scénario pessimiste reflète l'analyse effectuée pour l'édition de juin 2020 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, scénario dans lequel la résurgence du COVID-19 au quatrième trimestre de 2020 nécessite une seconde salve de restrictions économiques. Le scénario est modélisé en supposant une perte d'heures au quatrième trimestre en rapport avec celle du trimestre ayant enregistré la plus grande perte jusqu'à présent; elle est proportionnelle à la perte relative en termes de PIB, telle qu'estimée par l'OCDE. Qui plus est, le choc négatif moyen subi par le PIB, estimé par l'OCDE pour le quatrième trimestre, s'applique aussi aux pays non membres de l'OCDE.

Pour le scénario optimiste, l'hypothèse de départ est que les travailleurs reprennent rapidement leur activité professionnelle en dépit de l'écart de production persistant. Cette reprise tirée par l'emploi va stimuler la demande et créer de nouveaux emplois. Nous le modélisons en augmentant le taux de réaction à l'écart des heures travaillées (le coefficient $\beta_{(1,i)}$ décrit plus haut) jusqu'au 30^e centile supérieur.

Annexe 3. Méthodologie utilisée pour estimer la perte de revenus du travail

Les pertes de revenus du travail présentées dans cette édition de l'*Observatoire de l'OIT* ne sont pas égales aux pertes de revenus des ménages, car les ménages ont aussi d'autres sources de revenu. Pendant cette crise, les éléments les plus importants de variation des revenus des ménages de travailleurs sont la perte de revenus du travail et leur degré de remplacement par le biais de prestations sociales ou d'un autre dispositif (figure A1). Les autres sources, telles que les retours sur investissements financiers, ne jouent qu'un rôle mineur pour la plupart des ménages de travailleurs. Les revenus de l'activité économique des travailleurs indépendants englobent à la fois le revenu du travail et le revenu du capital investi (provenant du capital physique et non physique). Ces deux éléments de revenu chutent de concert quand les heures de travail diminuent.

► Figure A1. Schéma simplifié des pertes de revenus du travail



La perte des revenus du travail dans l'économie est donnée par le produit des pertes d'heures travaillées par le revenu du travail des travailleurs affectés. Le tableau 2 de la deuxième édition de l'*Observatoire de l'OIT* illustre l'impact hétérogène de la crise selon les secteurs de l'économie, les différents secteurs d'activité ayant un risque différent de perte d'heures travaillées et des revenus différents. Pour estimer les pertes de revenus du travail, on a donc recours aux estimations de pertes relatives d'heures travaillées selon les secteurs, aux estimations des revenus relatifs du travail selon les secteurs et aux estimations du revenu total du travail dans l'économie, suivant l'équation (1):

$$\Delta LI_T = \sum_s \Delta h_s SH_s w_s SH_{LI} PIB \quad (1)$$

Dans l'équation (1), Δh_s est la baisse relative du total des heures travaillées dans le secteur; SH_s est la part de l'emploi du secteur dans l'emploi total; w_s est le rapport entre le revenu moyen du travail par travailleur dans le secteur et le revenu moyen du travail par travailleur dans l'économie; SH_{LI} est la part du revenu du travail dans l'économie; et le PIB est le produit intérieur brut. Le produit des deux derniers termes forme le revenu total du travail, tandis que les trois premiers termes indiquent de combien ce revenu du travail chute. Le BIT a déjà produit des estimations de la part sectorielle de l'emploi et de la part du revenu du travail pour tous les pays, tandis que les estimations du PIB pour l'année 2019 sont tirées de la base de données des indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale. L'estimation de l'évolution des revenus du travail nécessite l'estimation de deux nouveaux indicateurs: la perte sectorielle relative d'heures travaillées et la perte sectorielle relative de revenus du travail. La méthodologie utilisée est décrite ci-dessous.

L'estimation pour les heures de travail perdues par secteur se fonde sur le total des heures travaillées dans un secteur au deuxième trimestre de 2020, qui est observé pour 11 pays à revenu élevé ou intermédiaire. La baisse de cette valeur par rapport à une projection de la tendance qui prévalait avant la crise donne la perte sectorielle relative des heures travaillées pour ces pays. La prévision pour les pays restants est la simple moyenne de ces observations réelles, étant donné que le nombre d'observations est trop faible pour toute autre approche de modélisation. En outre, la perte relative d'heures travaillées par secteur est ajustée afin que le nombre total d'heures perdues corresponde à l'estimation globale d'heures perdues selon le modèle de prévision immédiate du BIT. Dans l'ensemble, la perte relative d'heures de travail selon les secteurs correspond bien à la matrice des risques présentée dans le tableau 2 de la deuxième édition de l'*Observatoire de l'OIT*.

Le revenu relatif du travail par secteur est déterminé grâce à la base de données du BIT des salaires moyens des personnes employées par activité économique – une base de données qui couvre 129 pays avec près d'un millier d'observations par secteur au total. Les salaires sectoriels relatifs sont prédits pour les pays dont les données sont manquantes (et aussi en 2019 pour les pays dont la série chronologique s'arrête plus tôt), en utilisant une approche de modélisation de validation croisée qui minimise une éventuelle erreur de prévision. Ces prévisions sont ensuite ajustées afin que la somme pondérée en fonction de l'emploi des revenus relatifs du travail par secteur renforce la cohérence.

Annexe 4. Méthodologie utilisée pour estimer l'impact des politiques budgétaires sur les marchés du travail

La déduction des effets économiques de la relance budgétaire est un sujet central en économie, et tout un éventail d'approches théoriques et empiriques sont utilisées à cet égard. Étant donné que les changements de politique budgétaire sont liés de manière évidente à l'état de l'économie, leur effet causal sur la conjoncture économique est manifestement difficile à mesurer³¹. Cette difficulté est exacerbée par la complexité des mesures politiques prises: comme les mesures de santé publique réduisent l'activité économique, des mesures budgétaires expansionnistes (ex.: par le biais de dispositifs de maintien dans l'emploi et de programmes supplémentaires de prestations de chômage) sont mises en place pour remédier aux dommages économiques causés.

Procédure d'estimation

Compte tenu des difficultés rencontrées pour mesurer l'impact des programmes de relance, la stratégie d'analyse retenue pour cette édition de l'*Observatoire de l'OIT* s'attache à mesurer si les politiques expansionnistes ont déjà eu un effet sur l'activité économique, plutôt que l'impact cumulé qu'aura finalement la politique budgétaire.

Soit FP_i désignant un indice qui définit l'intensité de la politique budgétaire expansionniste d'un pays i . Nous nous intéressons à l'effet de cet indice sur le déclin de l'activité économique au cours du deuxième trimestre. Soit ∇Y_i désignant le déclin de l'activité économique dû au COVID-19, exprimé en pourcentage, pendant le deuxième trimestre de 2020 par rapport à la base de référence du quatrième trimestre de 2019 dans un pays donné, nous devons trouver une estimation du paramètre γ dans l'expression suivante:

$$\nabla Y_i = \gamma \cdot FP_i + u_i$$

Où u_i désigne l'effet de tous les autres facteurs qui entraînent la perte d'activité économique. L'une des principales difficultés pour estimer γ , l'effet de la politique budgétaire expansionniste sur l'activité économique, c'est que la perturbation de la consommation et de la production liée aux restrictions sanitaires mises en œuvre et la vulnérabilité de la structure économique au choc du COVID-19 sont de manière tout à fait plausible liées à la politique budgétaire. Ainsi, pour estimer l'effet désiré, nous devons décomposer le reste des facteurs du choc économique. En particulier, nous supposons:

$$u_i = \alpha + \beta \cdot dhr_i + \delta \cdot ear_i + \varepsilon_i$$

qui établit que la perte économique attribuable à tous les autres facteurs peut être exprimée comme la somme de quatre éléments: une constante, α ; l'effet d'une variable traduisant la perturbation des activités de consommation et de production causée par la situation et les restrictions en matière de santé publique, dhr_i ; l'effet de la part

31 Voir, par exemple: Olivier J. Blanchard et Daniel Leigh: «[Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers](#)», *American Economic Review* 103, n° 3, 2013, pp. 117-120; Emi Nakamura et Jón Steinsson: «[Fiscal Stimulus in a Monetary Union: Evidence from US Regions](#)», *American Economic Review* 104, n° 3, 2014, pp. 753-792; Christina D. Romer et David H. Romer: «[The Macroeconomic Effects of Tax Changes: Estimates Based on a New Measure of Fiscal Shocks](#)», *American Economic Review* 100, n° 3, 2010, pp. 763-801.

de l'emploi dans les secteurs à haut risque, ear_i ; et un terme résiduel, ε_i . Nous prévoyons que les pays où les restrictions en matière de santé publique sont les plus sévères, et où la perturbation de la consommation et de la production normales est donc la plus importante, vont connaître une baisse d'activité économique plus forte³² – toutes choses égales par ailleurs. De la même manière, nous prévoyons que les pays qui emploient un grand nombre de travailleurs dans les secteurs à haut risque connaîtront une baisse d'activité plus importante. Enfin, le terme ε_i englobe tous les autres facteurs potentiels. Nous pouvons donc exprimer la perte d'activité économique de la manière suivante:

$$\nabla Y_i = \alpha + \gamma \cdot FP_i + \beta \cdot dhr_i + \delta \cdot ear_i + \varepsilon_i$$

Dans le cadre de cette stratégie empirique, nous mesurons l'association entre les programmes de relance et les pertes économiques au cours du deuxième trimestre de 2020, après avoir tenu compte des perturbations causées par les restrictions sanitaires et de la part de l'emploi présentant le plus grand risque de perturbation liée au choc du COVID-19. Cela peut s'exprimer plus succinctement en obtenant l'estimation de γ , $\hat{\gamma}$ par la méthode des moindres carrés ordinaire (MCO). Pour estimer le paramètre, nous effectuons simplement une régression MCO en suivant l'expression ci-dessus.

Pour que cette mesure ait une interprétation causale, il faudrait que ε_i (tous les autres facteurs économiques de la perte d'activité) ne soit pas corrélé avec nos variables explicatives (FP_i , dhr_i , ear_i). Adapter la stratégie empirique afin de garantir de manière plausible que cette condition, ou des conditions similaires, est remplie dépasse le cadre de l'exercice actuel. Par conséquent, nous ne prétendons pas avoir trouvé une relation de cause à effet. Au contraire, nous soutenons l'idée que l'association détectée après avoir pris en compte les principaux facteurs qui sont vraisemblablement liés à la mise en œuvre des mesures de relance budgétaire – les restrictions sanitaires et la part de l'emploi la plus exposée au risque – est très instructive. Un autre moteur essentiel de l'activité économique potentiellement lié aux programmes de relance, la politique monétaire, n'a pas été pris en compte. Il est de pratique courante dans la littérature macroéconomique de supposer que les chocs de politique monétaire n'affectent pas simultanément la production³³. En raison de l'horizon temporel retenu pour l'analyse (le deuxième trimestre de 2020), nous faisons l'hypothèse que les changements de politique monétaire n'auront pas d'impact sur les niveaux d'activité du deuxième trimestre.

Il convient de souligner que l'impact de la politique budgétaire sur l'activité économique pendant la période d'analyse risque d'être inférieur à ce qu'il serait dans un contexte moins exceptionnel. Deux raisons principales à cela. Premièrement, vu l'horizon temporel considéré, l'analyse actuelle exclut tout effet dynamique possible. L'effet de la relance budgétaire peut certainement avoir un impact simultané sur la production et l'activité économiques. Cependant, un élément clé de l'effet multiplicateur de la relance budgétaire dépend des effets de dynamique, ce qui prend du temps (plusieurs trimestres par exemple) à se concrétiser³⁴. Deuxièmement, pendant le deuxième trimestre de 2020, des restrictions sévères en matière de santé publique étaient en place. Ces restrictions ont compliqué voire empêché la production de certains biens et services. Ainsi, le multiplicateur pourrait être plus petit que d'habitude³⁵. En outre, ces restrictions de l'offre peuvent conduire à ce que l'effet dynamique de la relance (au lieu de l'effet simultané) joue un rôle plus important que d'habitude. Ces deux mécanismes limiteraient l'effet estimé de la politique budgétaire même si toutes les hypothèses de notre stratégie empirique se vérifiaient. Pour cette raison, l'exercice présente à pour but d'apporter des preuves qui concernent uniquement l'hypothèse que la politique budgétaire expansionniste déjà mise en œuvre a compensé les pertes d'activité économique. Ainsi, les estimations obtenues ne peuvent pas être utilisées pour mesurer ce que sera l'effet total des programmes de relance budgétaire, ni pour déduire des conclusions normatives sur la dimension appropriée de ces programmes.

32 Ce n'est pas une tautologie, les difficultés rencontrées dans la production et la consommation de certains biens et services pourraient être compensées par la consommation et la production d'autres biens et services.

33 Voir Lawrence J. Christiano, Martin Eichenbaum et Charles L. Evans: «Monetary Policy Shocks: What Have We Learned and to What End?», *Handbook of Macroeconomics*, vol. 1, Part A, éd. John B. Taylor et Michael Woodford, pp. 65-148 (Boston, Elsevier, 1999).

34 Voir Christina D. Romer et David H. Romer: «[The Macroeconomic Effects of Tax Changes: Estimates Based on a New Measure of Fiscal Shocks](#)», *American Economic Review* 100, n° 3, 2010, pp. 763-801.

35 Voir Veronica Guerrieri, Guido Lorenzoni, Ludwig Straub et Iván Werning: «[Macroeconomic Implications of COVID-19: Can Negative Supply Shocks Cause Demand Shortages?](#)» NBER Working Paper n° 26918, avril 2020.

Données utilisées

Nous utilisons les pertes d'heures travaillées dans certains pays au cours du deuxième trimestre de 2020 comme valeur approximative de l'activité économique. Les pays sont sélectionnés sur la base suivante: seules les observations rapportées ou les estimations provenant du modèle de prévision immédiate sont incluses³⁶. Pour mesurer la relance budgétaire, nous utilisons le (log du) ratio de relance du PIB annuel. Enfin, nous utilisons deux variables pour tenir compte de l'ampleur du choc économique du COVID-19 si l'on excluait l'influence de la politique budgétaire. La première est la baisse de la mobilité vers les lieux de travail et les magasins de détail (une moyenne des deux) selon les *Community Mobility Reports* de Google. Cette variable saisit relativement bien le degré auquel l'état de la santé publique (l'état de la pandémie elle-même et les restrictions adoptées pour la combattre) affecte les activités normales de production et de consommation³⁷. Ainsi, il est raisonnable de supposer que nous pouvons attendre des dommages économiques plus importants dans les pays où la baisse de cette variable est plus grande. La seconde variable utilisée est la part de l'emploi dans les secteurs à haut risque³⁸. L'objectif de cette variable est de saisir la vulnérabilité du marché du travail au COVID-19 dans un pays donné: les pays ayant la plus forte proportion d'emplois dans les secteurs à haut risque devraient enregistrer les plus fortes baisses d'heures travaillées.

Le tableau suivant résume les valeurs approximatives utilisées pour chaque variable et leurs sources de données:

Variable représentée	Symbole	Données utilisées
Déclin de l'activité	∇Y_i	Heures travaillées perdues pendant le deuxième trimestre de 2020. Observation ou prévision immédiate directe seulement (variable influencée uniquement par les indicateurs d'activité économique). Source: modèle de prévision immédiate du BIT.
Indice de relance budgétaire	FP_i	Log de la valeur des mesures de relance classiques exprimée en part du PIB en 2019. Source: Fonds monétaire international.
Indice de perturbations causées par la situation et les restrictions en matière de santé publique	dhr_i	Déclin de la mobilité, moyenne de la mobilité vers les lieux de travail et les magasins de détail. Source: <i>Community Mobility Reports</i> de Google.
Part de l'emploi la plus menacée	ear_i	Part de l'emploi dans les quatre secteurs identifiés comme exposés au risque le plus élevé. Source: estimations modélisées du BIT.

³⁶ Voir annexe technique 1 pour plus de détails sur les types d'estimation.

³⁷ Cette variable, étant donné qu'elle provient d'observations comportementales, est susceptible d'être plus facilement comparable à l'échelle internationale que les variables basées sur des approches normatives, comme l'indice de rigueur d'Oxford. Surtout, nous pouvons constater des différences systématiques entre les groupes de revenus dans les baisses de mobilité associées à la rigueur des mesures de santé publique, qui peuvent être attribuées au degré de respect des mesures. Voir Julien Maire: «[Why Has COVID-19 Lockdown Compliance Varied between High- and Low-Income Countries?](#)», Peterson Institute for International Economics, 20 août 2020. Nous avons effectué des tests incluant les deux variables (le déclin de la mobilité et l'indice de rigueur) dans la régression: les estimations obtenues sont similaires.

³⁸ Tels qu'ils sont définis dans BIT: [Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Deuxième édition](#), 7 avril 2020

Configuration et résultats de la régression

Les résultats de l'exécution d'une régression selon la méthode des MCO suivante:

$$\nabla Y_i = \alpha + \gamma \cdot FP_i + \beta \cdot hr_i + \delta \cdot ear_i + \varepsilon_i$$

sont visibles dans le tableau ci-dessous (34 observations, *R*-carré 0,769).

Variable	Coefficient	statistique- <i>t</i>
FP_i	-0,037	-3,72
dhr_i	-0,051	-8,24
ear_i	+0,398	+2,63

Pour assurer la robustesse, nous réalisons un autre exercice de régression dans lequel l'état de la santé publique et l'impact des mesures de restriction sont modélisés à l'aide de deux variables approximatives. La première variable utilisée est la même que dans l'analyse précédente, la variable dhr_i basée sur les *Community Mobility Reports* de Google. Comme variable supplémentaire, nous utilisons l'indice de rigueur d'Oxford OSI_i qui mesure le degré de sévérité des restrictions en matière de santé publique selon une approche normative³⁹. De cette manière, nous pouvons appréhender les effets de la pandémie via une variable d'observation et une variable normative. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant:

Variable	Coefficient	statistique- <i>t</i>
FP_i	-0,032	-3,11
dhr_i	-0,043	-5,46
OSI_i	0,002	1,32
ear_i	0,434	2,86

L'effet estimé de l'indice de rigueur a le signe attendu (une rigueur accrue est associée à des pertes d'heures travaillées plus élevées). Toutefois, le coefficient n'est pas significatif sur le plan statistique et n'a donc pas été inclus dans la régression abordée dans le texte principal.

39 L'indice est basé sur les mesures prises par les pouvoirs publics; il ne reflète donc pas les différences de niveau d'application.